



**SYNDICAT MIXTE DES EAUX
RHÔNE- VENTOUX**

595 Chemin de l'Hippodrome – CS10022
84201 CARPENTRAS cedex

POUR LA COMMUNE DE LAFARE

ANNEXE SANITAIRE



**DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE DU
ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA
COMMUNE DE LAFARE**



SUIVI DU DOCUMENT :
13230081-ER01-ETU-ME-1-055

Indice	Établi par :	Approuvé par :	Le :	Objet de la révision :
A	G.MORANTE	G.DURANCEAU	05/01/2026	Version initiale

COLLECTIVITE COMPETENTE EN ASSAINISSEMENT

SYNDICAT MIXTE DES EAUX RHONE VENTOUX

Représentée par Monsieur le Président, Jérôme BOULETIN

SIREN : 258 401 447 - SIRET 258 401 447 00085

595 chemin de l'hippodrome, 84200 CARPENTRAS

04 90 60 81 81

Contenu du dossier d'enquête défini selon l'article R. 123-8 du Code de l'environnement

Composition du dossier	Eléments à retrouver dans le dossier
1° Lorsque le projet fait l'objet d'une évaluation environnementale : a) L'étude d'impact et son résumé non technique, ou l'étude d'impact actualisée dans les conditions prévues par le III de l'article L. 122-1-1, ou le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique ; b) Le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité mentionnée au IV de l'article L. 122-1 ou à l'article L. 122-4 ou, en l'absence d'une telle décision, la mention qu'une décision implicite a été prise, accompagnée pour les projets du formulaire mentionné au II de l'article R. 122-3-1 ; c) L'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article L. 122-1, le cas échéant, au III de l'article L. 122-1-1, à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme, ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale	Le zonage d'assainissement ne nécessite pas d'évaluation environnementale en matière d'environnement. → <u>PIECE 1 – DECISION MRAE</u>
2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L. 181-8 et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;	Les éléments sont détaillés dans la notice du zonage d'assainissement. → <u>PIECE 2 – NOTICE ZONAGE</u>
3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;	Les éléments sont repris dans le présent document et notamment au sein de la pièce relative au cadre réglementaire. → <u>PIECE 3 – CADRE REGLEMENTAIRE</u>
4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme ;	Aucun texte législatif ou réglementaire n'impose l'obtention d'un avis préalable à l'ouverture de l'enquête publique pour un zonage d'assainissement.

Composition du dossier	Eléments à retrouver dans le dossier
5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, de la concertation préalable définie à l'article L. 121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article L. 121-13 ainsi que, le cas échéant, le rapport final prévu à l'article L. 121-16-2. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;	La mise en enquête publique du zonage d'assainissement n'a nécessité aucune concertation préalable.
6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance.	La mise en enquête publique du zonage d'assainissement n'a nécessité aucune autorisation.
7° Le cas échéant, la mention que le projet fait l'objet d'une évaluation transfrontalière de ses incidences sur l'environnement en application de l'article R. 122-10 ou des consultations avec un Etat frontalier membre de l'Union européenne ou partie à la Convention du 25 février 1991 signée à Espoo.	Le projet ne fait pas l'objet d'une évaluation transfrontalière de ses incidences.



**SYNDICAT MIXTE DES EAUX
RHÔNE- VENTOUX**

595 Chemin de l'Hippodrome – CS10022
84201 CARPENTRAS cedex

POUR LA COMMUNE DE LAFARE

ANNEXE SANITAIRE



**DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE DU
ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA
COMMUNE DE LAFARE**

PIECE 1 – DECISION DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE



SUIVI DU DOCUMENT :
13230081-ER1-ETU-ME-052

Indice	Établi par :	Approuvé par :	Le :	Objet de la révision :
A	G.MORANTE	G.DURANCEAU	05/01/2026	Version initiale



Mission régionale d'autorité environnementale
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

Décision n° 006750/KK PP
de la Mission régionale d'autorité environnementale
Provence-Alpes-Côte d'Azur
après examen au cas par cas de la
création du zonage d'assainissement des eaux usées
de Lafare (84)

N° saisine
006750/KK PP

La Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA ;

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 à R.122-24 ;

Vu le décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) ;

Vu l'arrêté du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret 2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles ;

Vu les arrêtés du ministère de la Transition écologique des 19 juillet 2023 et 22 février 2024 portant nomination de membres de Missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la MRAe du 21 septembre 2023 portant délégation à Philippe Guillard, président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA, Jean-Michel Palette, Jean-François Desbouis, Jacques Legaignoux et Sandrine Arbizzi, membres de l'IGEDD, pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas relevant du Code de l'urbanisme ou du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro 006750/KK PP, relative à la création du zonage d'assainissement des eaux usées de Lafare (84) déposée par le Syndicat mixte des eaux Rhône Ventoux, reçue le 07/10/2025 ;

Considérant que la commune de Lafare, d'une superficie de 4,5 km², compte 121 habitants (recensement 2019) et environ 216 en période de pointe estivale, et qu'elle prévoit une augmentation de la population de 0,9 % par an ;

Considérant que la carte communale de la commune a été approuvée le 30/01/2013 ;

Considérant que le zonage est réalisé dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur d'assainissement (SDA) des eaux usées ;

Considérant qu'aucune extension de l'urbanisation n'est prévue dans les zones non desservies par le réseau d'assainissement ;

Considérant que la quasi-totalité des zones urbaines et à urbaniser sont classées en assainissement collectif (raccordement d'une habitation dans la zone constructible) ;

Considérant que le système d'assainissement collectif des eaux usées de la commune dispose d'une station d'épuration (STEP) de type filtres plantés de roseaux, mise en service en 2006, et d'une capacité réelle de traitement de 220 équivalents habitants, et, qu'elle s'avère, selon le dossier fourni, suffisante pour supporter la charge supplémentaire liée à l'évolution de la population envisagée de la commune ;

Considérant que la station d'épuration a été déclarée conforme à la directive eaux résiduaires urbaines¹ en 2023 ;

Considérant qu'un programme de travaux prévoit la réalisation d'investigation sur le réseau de collecte afin d'identifier les eaux claires parasites météoriques ;

Considérant que le milieu récepteur de la STEP est la Salette, dont la masse d'eau superficielle correspondante FRDR 10997c « Ruisseau de la Salette » est qualifiée de bon état chimique par le SDAGE² Bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 ;

Considérant que la carte d'aptitude des sols ne fait état d'aucune mauvaise aptitude des sols à l'assainissement autonome et qu'une étude à la parcelle est demandée afin de choisir, positionner et dimensionner le dispositif d'assainissement autonome le plus adapté ;

Considérant que la commune compte 24 installations en assainissement non collectif (ANC) faisant l'objet d'un contrôle par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) ;

Considérant que sur ces 24 installations, 5 sont déclarées conformes, 2 sont déclarées acceptables, 3 sont déclarées non conformes sans risque sanitaire, 1 est déclarée non conformes avec risque sanitaire et 13 n'ont pas été diagnostiquées ;

Considérant que l'arrêté préfectoral de Vaucluse en date du 25 juillet 2014³ précise les zones à enjeux sanitaires et environnementaux et qu'aucune installation en ANC n'est située en zone à enjeu sanitaire ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, la mise en œuvre du projet de zonage d'assainissement n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences dommageables significatives sur la santé humaine et l'environnement.

DÉCIDE :

Article 1

Le projet de création du zonage d'assainissement des eaux usées situé sur la commune de Lafare (84) n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

1 [directive du conseil des communautés européennes n°91/271/CEE du 21 mai 1991](https://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/pages/data/actu.php), source : <https://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/pages/data/actu.php>

2 Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

3 Arrêté préfectoral portant définition des zones à enjeux sanitaires et environnementaux dans le cadre de l'arrêté ministériel définissant les conditions de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif traitant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/ j de DBO5.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de création du zonage d'assainissement des eaux usées est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera mise en ligne sur le [portail internet de l'évaluation environnementale](#).

Par ailleurs, la présente décision est notifiée au pétitionnaire par la MRAe.

Elle devra, le cas échéant, figurer dans le dossier soumis à enquête publique ou mis à la disposition du public.

Fait à Marseille, le 1^{er} décembre 2025

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale ,
Philippe GUILLARD, président de la MRAe PACA



Voies et délais de recours

Les recours sont formés dans les conditions du droit commun.

Le recours administratif doit être formé dans un délai de deux mois suivant la notification ou la mise en ligne de la présente décision.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de la MRAe PACA

MIGT Marseille

16 rue Zattara

CS 70248

13331 Marseille Cedex 3

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.



**SYNDICAT MIXTE DES EAUX
RHÔNE- VENTOUX**

595 Chemin de l'Hippodrome – CS10022
84201 CARPENTRAS cedex

POUR LA COMMUNE DE LAFARE

ANNEXE SANITAIRE



**DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE DU
ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA
COMMUNE DE LAFARE**

PIECE 2 – NOTICE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT



SUIVI DU DOCUMENT :
13230081-ER1-ETU-ME-1-053

Indice	Établi par :	Approuvé par :	Le :	Objet de la révision :
A	G. MORANTE	G.DURANCEAU	05/01/2026	Version initiale

SOMMAIRE

A. Cadre réglementaire	6
A.1. Code général des collectivités territoriales	6
A.2. Code de l'urbanisme	6
B. Données de base.....	8
B.1. Démographie.....	8
B.1.1. Population permanente	8
B.1.2. Population saisonnière.....	9
B.2. Activités économiques	9
B.3. Document d'urbanisme.....	10
B.3.1. Carte communale	10
B.3.2. Carte communale de Lafare	10
B.3.3. Schéma de Cohérence Territoriale	11
B.4. Réseau hydrographique	13
B.5. Contexte géologique	15
B.6. Plan de Prévention des Risques Naturels	17
B.6.1. Retrait-gonflement des argiles.....	17
B.6.2. Remontée de nappes	18
B.6.3. Sismicité	18
B.6.4. Inondation	19
B.7. Documents d'orientation	21
B.7.1. SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027	21
B.7.2. Zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole.....	23
B.7.3. Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau	23
B.7.4. Contrat de milieu.....	23
B.8. Alimentation en eau potable	25
B.9. Enjeux environnementaux et culturels du territoire	25
B.10. Zones a enjeux sanitaires et environnementaux.....	27
B.11. Etat des lieux – assainissement collectif.....	27
B.11.1. Compétence et mode de gestion	27
B.11.2. Chiffres clés du service assainissement.....	27
B.11.3. Système de collecte.....	28
B.11.4. Établissements industriels.....	31
B.11.5. Station d'épuration	31
B.12. Etat des lieux – Assainissement non collectif.....	41
B.12.1. Compétence et mode de gestion	41
B.12.2. Recensement des installations.....	42
B.12.3. Aptitude des sols à l'assainissement non collectif	45
C. Zonage de l'assainissement.....	50

C.1. Généralités	50
C.2. Mise en place d'une filière d'assainissement non collectif	51
C.3. Zone d'habitat constructible.....	51
C.4. Zones d'habitat non constructible	52
C.5. Synthèse du zonage de l'assainissement	53
D. Dispositions découlant du zonage de l'assainissement	54
D.1. Zone d'assainissement collectif	54
D.1.1. Obligation de raccordement	54
D.1.2. Conditions de raccordement	54
D.2. Zone d'assainissement non collectif	57
D.2.1. Service public d'assainissement non collectif (SPANC)	57
D.2.2. Prescriptions techniques attachées aux dispositifs d'assainissement non collectif	57
D.2.3. Délais de mise en conformité dans les zones à enjeux sanitaires	62
E. Programme de travaux.....	63
E.1. Assainissement collectif	63
E.1.1. Travaux prévus dans le cadre du schéma directeur mené sur la commune	63
E.1.2. Extensions de réseau dans le cadre du zonage d'assainissement.....	65
E.2. Assainissement non collectif.....	67
E.2.1. Réhabilitation des dispositifs non conformes	67
E.2.2. Mises en conformité.....	67
E.2.3. Investissements	67
E.2.4. Entretien	67
F. Plan du zonage d'assainissement des eaux usées	68

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Evolution de la population et des logements sur la commune de Lafare (Données INSEE 2023)	8
Figure 2 : Répartition des établissements par secteurs d'activité (Données INSEE 2023).....	9
Figure 3 : Zonage de la carte communale de Lafare	11
Figure 4 : Périmètre du SCoT de l'arc Comtat Ventoux.....	12
Figure 5 : Carte hydrographique de Lafare	14
Figure 6 : Carte géologique du secteur (source : Infoterre)	16
Figure 7 : Cartographie des aléas retrait-gonflement des argiles sur Lafare (Géorisques)	17
Figure 8 : Risque de remontée de nappes sur le territoire (Source : Infoterre)	18
Figure 9 : Zonage sismique de la région PACA	19
Figure 10 : Zonage du PPRI de Lafare	20
Figure 11 : Fonctionnement des stations d'épuration après le contrat (source : epagesomv.com)	24
Figure 12 : Enjeux environnementaux du territoire.....	26
Figure 13 : Répartition des réseaux d'eaux usées de Lafare en fonction des matériaux et diamètres	29
Figure 14 : Répartition des réseaux EU de Lafare en fonction de leur année de pose	29
Figure 15 : Plan des réseaux de Lafare	30
Figure 16 : Localisation de la STEP de Lafare	32
Figure 17 : Synoptique des ouvrages de traitement – STEP Lafare (Source : CDV)	33

Figure 18 : Autosurveillance STEP Lafare 2018-2022	36
Figure 19: Evolution des débits journaliers estivaux – Entrée de STEU Lafare – Campagne été 2023 .	37
Figure 20: Evolution des débits journaliers hivernaux – Entrée de STEU Lafare - Campagne hiver 2023	37
Figure 21 : Contrôle des installations d’ANC.....	42
Figure 22 : Bilan des contrôles des installations d’assainissement non collectif de Lafare (d’après données SMERV)	43
Figure 23 : Localisation installations d’assainissement non collectif de Lafare	44
Figure 24 : Carte d’aptitude des sols à l’échelle de Lafare	49
Figure 25 : Schéma d’une tranchée d’infiltration (source : Landru.fr).....	58
Figure 26 : Schéma d’un filtre à sable vertical non drainé (source : fosse-septique-toutes-eaux.mon-assainissement.fr)	59
Figure 27 : Schéma d’un tertre d’infiltration (source : spanc-cinor.re)	60
Figure 28 : Raccordement habitations – Lafare (Suez 2022).....	65

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Perspective d'évolution du SCoT 2	13
Tableau 2 : Etat de la masse d’eau superficielle (Source : SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027)..	13
Tableau 3 : Masse d’eau souterraine impactée par la commune (source : DREAL PACA).....	22
Tableau 4 : Patrimoine naturel et culturel recensé sur le secteur	25
Tableau 5 : Données du service assainissement de Lafare (Source : RAD)	27
Tableau 6 : Tarification de l’assainissement collectif sur le syndicat Rhône Ventoux	28
Tableau 7 : Caractéristiques générales des réseaux d'assainissement – Lafare	28
Tableau 8 : Caractéristiques générales de la STEP - Lafare	31
Tableau 9 : Capacités nominales retenues – STEP Lafare	34
Tableau 10 : Analyse des volumes en entrée de station d'épuration tous temps confondus (2018 – 2023).....	35
Tableau 11 : Analyse des charges de pollution DBO ₅ en entrée de STEU tous temps confondus (2018 - 2023).....	38
Tableau 12 : Caractérisation de l'effluent traité (2018-2023).....	39
Tableau 13 : Données de sortie de la STEP de Lafare autosurveillance et campagnes de mesures.....	40
Tableau 14 : Rendement de rejet – STEP Lafare	40
Tableau 15 : Evolution des rejets de la commune à l’horizon 2050	41
Tableau 16 : Données SMERV sur les installations d’ANC de Lafare.....	43
Tableau 17 : Notations retenues des critères SERP	46
Tableau 18 : Classification SERP	47
Tableau 19 : Critères d’assainissement retenues des zones d’habitat	53
Tableau 20 : Entretien préconisé à effectuer	61
Tableau 21 : Délais de mise en conformité des installations d’ANC définis dans l’arrêté du 27 avril 2012	62
Tableau 22 : Programme de travaux – Lafare	64
Tableau 23 : Estimation du coût de l’opération « raccordement habitation » - Chemin des dentelles66	

A. CADRE REGLEMENTAIRE

A.1. CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

L'article **L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)** en vigueur au 24 décembre 2022 stipule que « *Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :*

- ✓ 1° Les **zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- ✓ 2° (L. n° 2006-1772, 30 déc. 2006, art. 54, I, 8o) Les **zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- ✓ [...]

Il est par ailleurs précisé dans :

- ✓ L'article **R.2224-7 du CGCT** en vigueur depuis le 13/09/2007 que « *peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif* » ;
- ✓ L'article **R.2224-8 du CGCT** en vigueur depuis le 01/06/2012 que « *L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement.* » ;
- ✓ L'article **R.2224-9 du CGCT** en vigueur depuis le 13/09/2007 que « *le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé* ».

A.2. CODE DE L'URBANISME

Le Code de l'Urbanisme défini pour les communes ne disposant pas de Plan Local d'Urbanisme (PLU) mais d'une Carte Communale :

- ✓ **Article L111-9** : « *Dans les communes dotées d'une carte communale, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent peut, avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat et après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6 au vu d'une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.* »
- ✓ **Article L111-11** : « *Lorsque, compte tenu de la destination de la construction ou de l'aménagement projeté, des travaux portant sur les réseaux publics de distribution d'eau, d'assainissement ou de distribution d'électricité sont nécessaires pour assurer la desserte du projet, le permis de construire ou d'aménager ne peut être accordé si l'autorité compétente n'est*

pas en mesure d'indiquer dans quel délai et par quelle collectivité publique ou par quel concessionnaire de service public ces travaux doivent être exécutés.

Lorsqu'un projet fait l'objet d'une déclaration préalable, l'autorité compétente doit s'opposer à sa réalisation lorsque les conditions mentionnées au premier alinéa ne sont pas réunies.

Les deux premiers alinéas s'appliquent aux demandes d'autorisation concernant les terrains aménagés pour permettre l'installation de résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Un décret en Conseil d'Etat définit pour ces projets les conditions dans lesquelles le demandeur s'engage, dans le dossier de demande d'autorisation, sur le respect des conditions d'hygiène et de sécurité ainsi que les conditions de satisfaction des besoins en eau, assainissement et électricité des habitants, le cas échéant, fixées par le plan local d'urbanisme. »

B. DONNEES DE BASE

Le Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône Ventoux (SMERV) a décidé de réaliser le diagnostic du réseau public d'assainissement collectif des communes de Lafare, Suzette et Roque Alric. Il est attendu un zonage d'assainissement collectif/non collectif dans le cadre de l'élaboration de son schéma directeur d'assainissement des eaux usées.

La présente notice concerne le zonage de la commune de Lafare.

B.1. DEMOGRAPHIE

B.1.1. Population permanente

L'évolution démographique de la commune de Lafare est présentée sur le graphique ci-après à partir des données de l'INSEE.

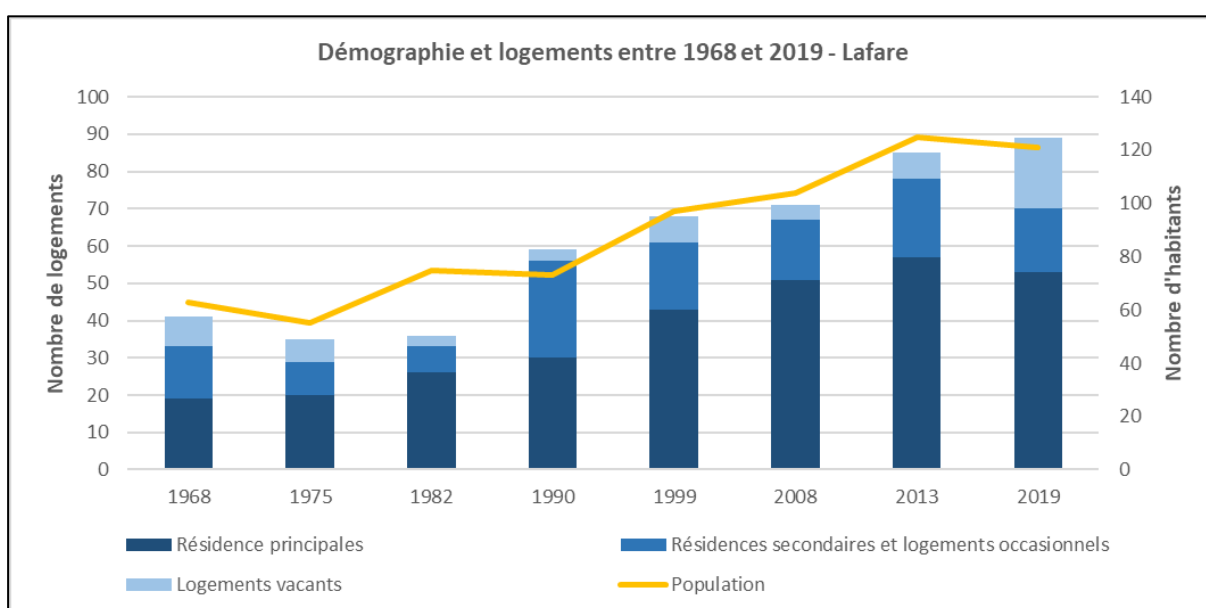


Figure 1 : Evolution de la population et des logements sur la commune de Lafare (Données INSEE 2023)

Entre 1968 et 2013, la commune de Lafare a globalement vu sa population augmenter. La population semble désormais se stabiliser avec une croissance démographique très faible depuis 2013. La commune dispose en 2019, d'une population de **121 habitants**.

En termes de capacité d'accueil, la commune disposait en 2019 de **89 logements** répartis entre :

- ✓ 53 habitations principales (52%) ;
- ✓ 17 habitations secondaires (19 %) ;
- ✓ 19 logements vacants (21 %).

En prenant uniquement les habitations principales, l'occupation des logements peut être estimée à 2,3 habitants par logements.



L'occupation des logements est ainsi évaluée à 2,3 habitants par logement principal sur le territoire de la commune de Lafare en 2019.

B.1.2. Population saisonnière

Au 1^{er} janvier 2023, aucun hébergement de tourisme collectif (hôtel, camping, autres hébergements collectifs) n'est recensé sur la commune (source : INSEE 2023). Néanmoins, le site ventouxprovence.fr répertorie 1 gîte (pouvant accueillir 10 personnes) sur la commune de Lafare. Les résidences secondaires sont au nombre de 17 selon l'INSEE. Sur la base du ratio habituellement utilisé pour le calcul du nombre de lits (5 lits par résidence secondaire), la population touristique estimée pour ces résidences secondaires est d'environ 85 personnes.



La capacité touristique de Lafare en période de pointe est ainsi estimée à environ 95 personnes supplémentaires représentant une hausse de 79 % de la population permanente actuelle.

La population estivale est de l'ordre de 216 habitants en prenant en compte la capacité d'accueil des logements secondaires.

B.2. ACTIVITES ECONOMIQUES

La commune de Lafare comptabilisait, au 31/12/2020, **13 entreprises**, réparties de la façon suivante :

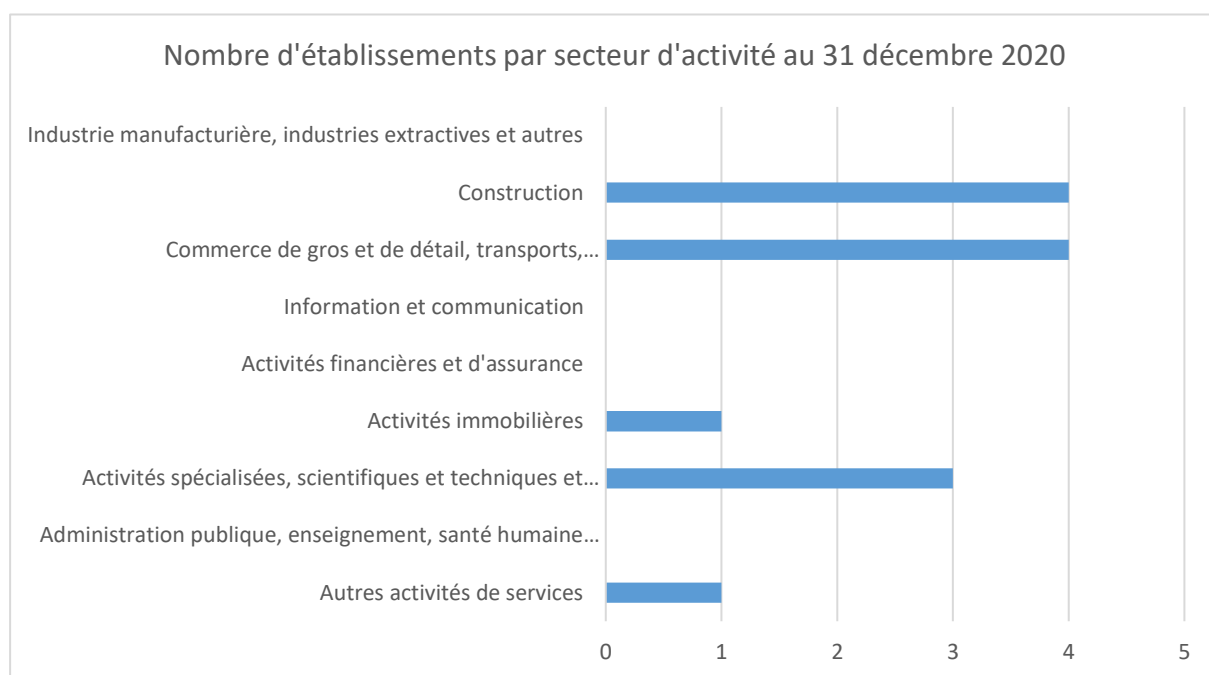


Figure 2 : Répartition des établissements par secteurs d'activité (Données INSEE 2023)

Les établissements de commerce de gros et détail, transports, hébergement et restauration et la construction constituent une des activités principales avec chacun 31 % des activités de la commune.

Aucune **Installation Classée pour la Protection de l'Environnement** (ICPE) n'est présente sur le territoire de la commune.

Il n'est recensé aucune autorisation de déversement d'eaux usées autres que domestiques dans les réseaux d'assainissement de **Lafare**.



Aucune autorisation de déversement n'est répertoriée sur le réseau de Lafare.

B.3. DOCUMENT D'URBANISME

B.3.1. Carte communale

La carte communale est un document d'urbanisme simple pour les petites communes n'ayant pas élaboré de PLU. Elle leur permet de délimiter des secteurs où les constructions sont autorisées et où elles pourront délivrer des autorisations de construire.

L'objectif de la carte communale est de délimiter les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où les constructions ne sont pas admises, à l'exception :

- ✓ De l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ainsi que de l'édification d'annexes à proximité d'un bâtiment existant ;
- ✓ Des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière, à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, à la mise en valeur des ressources naturelles, et au stockage et à l'entretien du matériel des coopératives d'utilisation de matériel agricole.

B.3.2. Carte communale de Lafare

La commune de Lafare dispose depuis le 20/09/2006 d'une carte communale. Ce document permet de délimiter les secteurs constructibles ou non de la commune. La commune de Lafare souhaitait accueillir quelques nouvelles constructions sur le territoire communal. Les objectifs de cette carte étaient de :

- ✓ Définir une zone constructible modeste autour du village ;
- ✓ Revitaliser le village ;
- ✓ Préserver les paysages ;
- ✓ Maintenir l'activité viticole ;
- ✓ Préserver les massifs boisés à l'est du village ;
- ✓ Prendre en compte les risques naturels.

Le zonage de la carte communale de Lafare est présenté dans la figure ci-après.

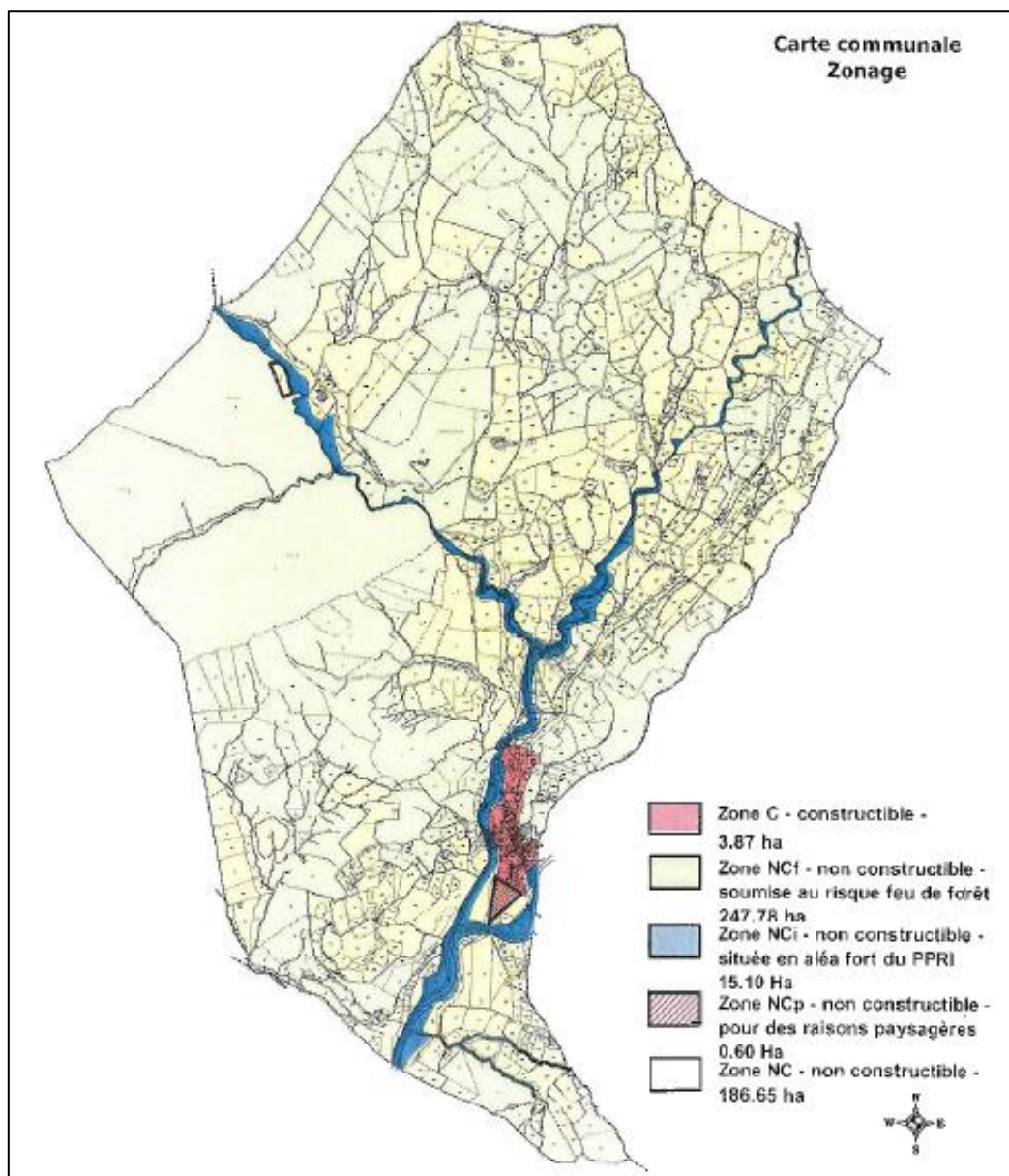


Figure 3 : Zonage de la carte communale de Lafare

B.3.3. Schéma de Cohérence Territoriale

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un **document stratégique d'aménagement du territoire et de planification à l'échelle intercommunale**. Il permet d'organiser le territoire et de mettre en cohérence les politiques publiques en termes d'urbanisation. Il permet l'articulation avec les autres documents d'urbanisme, tels que les PLU, et est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles.

Le SCoT a été dans un premier temps institué par la loi SRU adoptée le **13 décembre 2000** puis a été renforcé par le Grenelle 2 de l'Environnement du **12 Juillet 2010**, prenant en compte les principes de développement durable, d'économie, de transport mais aussi d'environnement.

L'article **L.122-1-1 du Code de l'Urbanisme** précise le contenu des SCoT :

« Le schéma de cohérence territoriale respecte les principes énoncés aux articles L. 110 et L. 121-1. Il comprend un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durables et un document d'orientation et d'objectifs. Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques. »

Lafare fait partie du **SCOT de l'arc Comtat Ventoux**.



Figure 4 : Périmètre du SCoT de l'arc Comtat Ventoux

Alors que le SCOT avait été approuvé en juin 2013, une nouvelle commune a été intégrée, conduisant les élus à engager la révision générale du SCOT par délibération en février 2014. Ainsi, le SCoT 2 a été approuvé en comité syndical le 9 octobre 2020. Une enquête publique a eu lieu du 28 mars au 2 mai 2023 afin de recueillir les observations du public. Le tableau suivant, issu du Document d'Orientation et d'Objectifs, récapitule la perspective envisagée en matière d'accueil de population nouvelle pour chaque composante, chaque bassin de vie et chaque niveau de polarité à l'horizon 2035.

Tableau 1 : Perspective d'évolution du SCOT 2

Répartition territoriale	Population de référence 2014	Taux de croissance annuel moyen 2014-2035	Population 2035	Apport totale de population sur 2014-2035	Part de l'accroissement de population 2014-2035
Composante urbaine	48 135	1,0%	59 785	11 650	65%
Dentelles	5 277	1,0%	6 500	1 223	7%
Ventoux/Monts de Vaucluse	21 069	1,0%	25 701	4 632	26%
Plateau de Sault	3 279	0,5%	3 641	362	2%
Capitale (P1)	28 447	1,0%	35 217	6 770	38%
Pôles secondaires (P2)	18 493	1,1%	23 070	4 577	26%
Pôles d'appui (P3)	12 620	1,0%	15 589	2 969	17%
Portes Ventoux (T)*	5 876	0,8%	6 974	1 098	6%
Villages (V)	12 324	0,9%	14 777	2 453	14%
COVE	68 641	1,0%	84 580	15 939	89%
CC Ventoux Sud	9 119	0,9%	11 047	1 928	11%
SCOT Arc Comtat Ventoux	77 760	1,0%	95 627	17 867	100%

La commune de Lafare fait partie de la répartition territoriale « Villages ». Il sera ainsi considéré un **taux d'évolution de 0,9%/an pour ce village.**

B.4. RESEAU HYDROGRAPHIQUE

Sur le territoire communal, aucune masse d'eau superficielle du SDAGE n'est recensée. Cependant, le rejet de la station d'épuration (STEP) de Lafare se fait dans le ruisseau de La Combe affluent du ruisseau de la Salette. Ce ruisseau est classé comme une masse d'eau superficielle au SDAGE RMC 2022-2027.

✓ FRDR10997c – Ruisseau de la Salette.

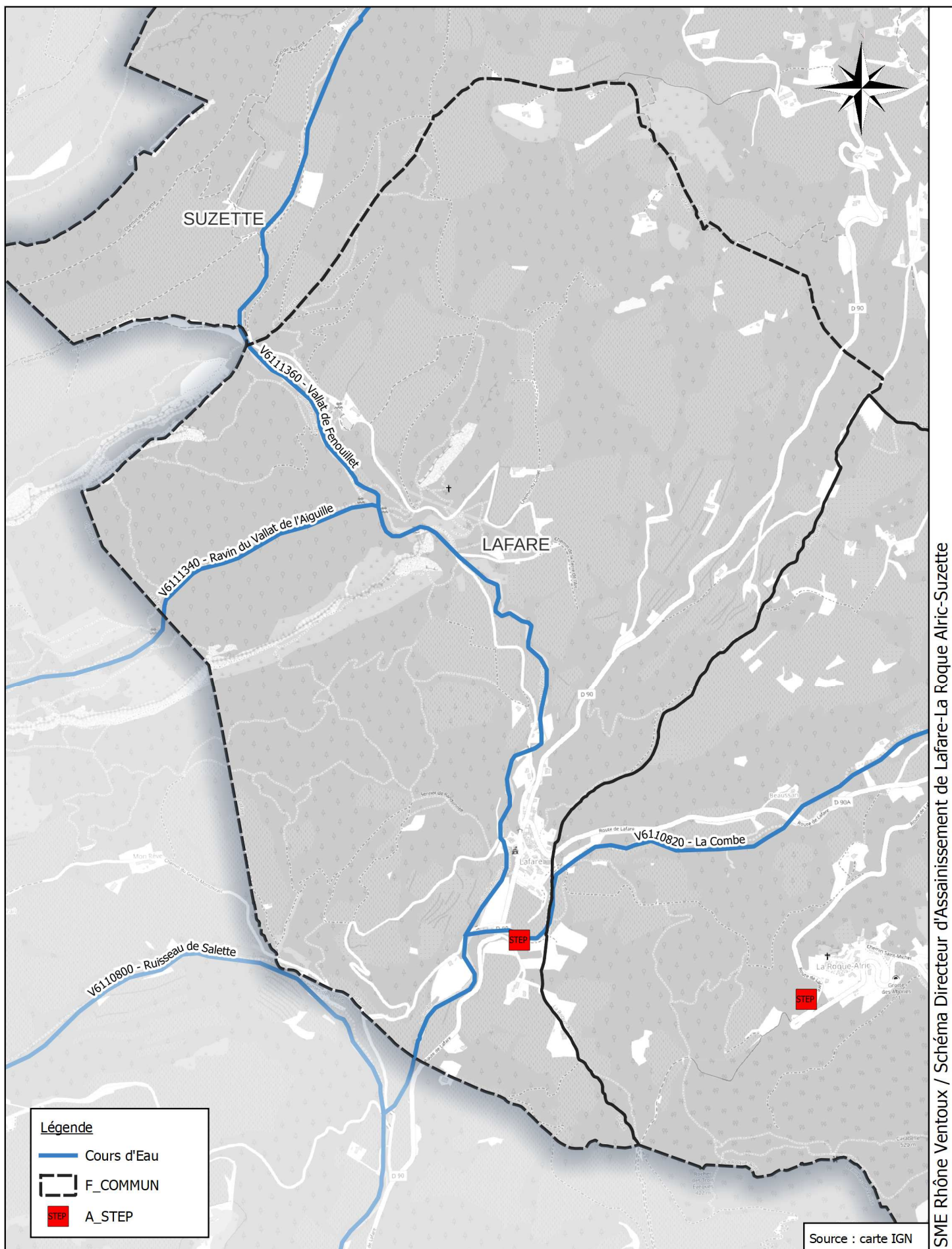
Le tableau suivant fournit l'état écologique et chimique de la masse d'eau superficielle:

Tableau 2 : Etat de la masse d'eau superficielle (Source : SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027)

CODE MASSE D'EAU	NOM MASSE D'EAU	ETAT ECOLOGIQUE		ETAT CHIMIQUE	
		ETAT	OBJECTIF	ETAT	OBJECTIF
FRDR 10997c	Ruisseau de la Salette	OMS	2027	Bon état	2015

Le territoire est traversé par des cours d'eau non référencés comme masses d'eau :

- ✓ La combe ;
- ✓ Le Ravin du Vallat de l'Aiguille ;
- ✓ Le Vallat de Fenouillet.



SME Rhône Ventoux / Schéma Directeur d'Assainissement de Lafare-La Roque-Alric-Suzette



Z.I Bois des Lots
10, Allée des Gonsards
26 130 Saint Paul Trois Châteaux
Téléphone : 04.75.04.78.24

CARTE DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE SUR LAFARE

Ind. : A	Etabli par: Y.MHAIRA	Approuvé par: G.MORANTE
Plan du 16/06/2023		Codification : 13230081-ER01-ETU-PG-1-006
Nom du fichier : Plan réseau.dwg		Echelle 1 / 16 000

B.5. CONTEXTE GEOLOGIQUE

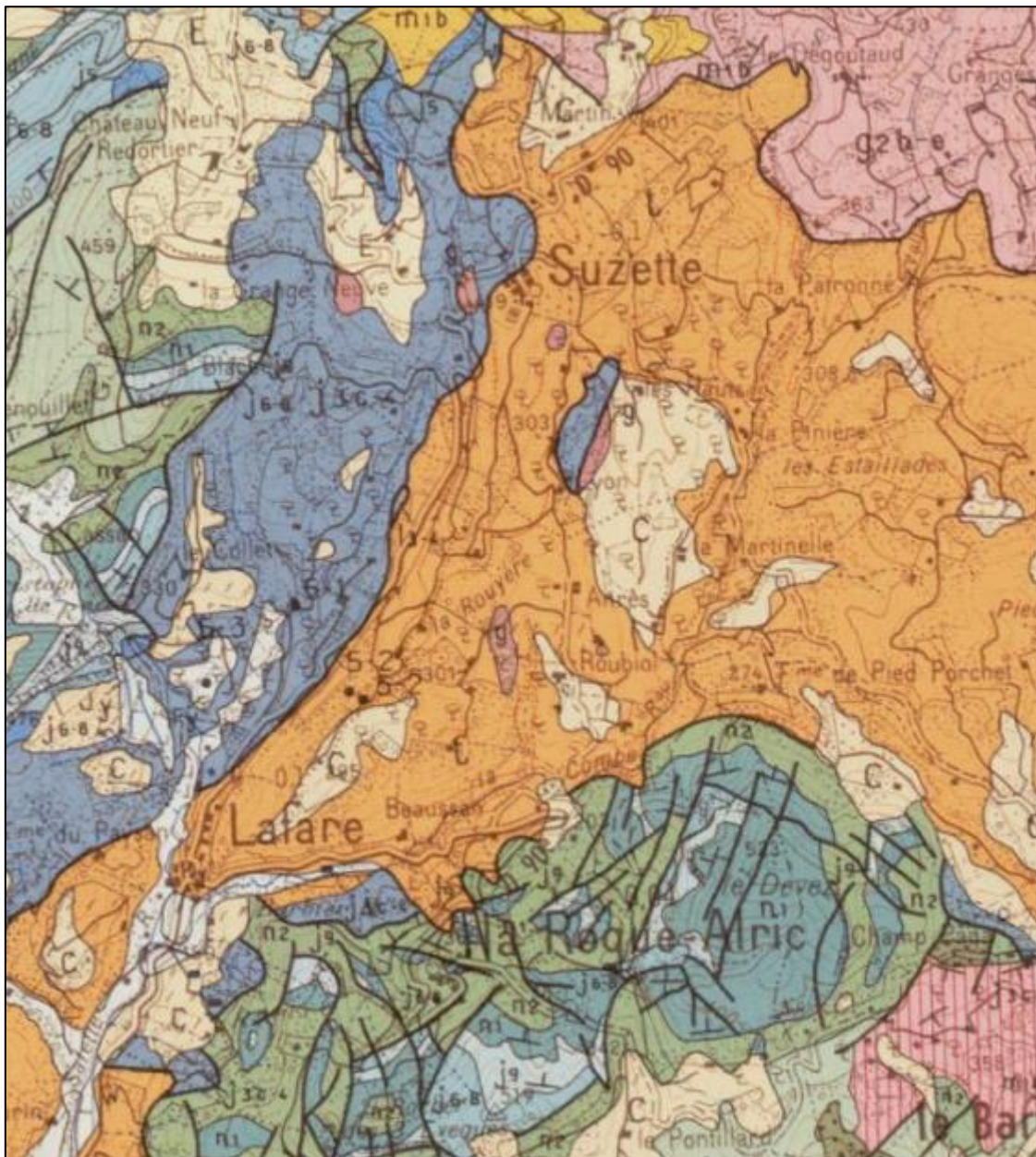
Le Mont Ventoux, élément majeur du secteur, forme le point culminant de la Provence. Il individualise deux grandes unités géographiques :

- ✓ Au Nord, les Baronnies et tout le département de la Drôme ;
- ✓ Au sud, le bassin de Carpentras.

Ces unités trouvent leur individualité dans leur structure géologique : généralement, les plaines correspondent aux terrains cénozoïques et les reliefs aux roches mésozoïques. D'autre part, les structures sont affectées par une tectonique complexe : passage de la faille de Nîmes et chevauchements du Ventoux, zones de diapirismes, phases successives de plissements.

Les différents éléments géologiques sur le territoire sont :

	Fz Alluvions fluviales post-wurmiennes non différenciées (Quaternaire)-Création caisson
	E Eboulis lithés
	C Colluvions de versant (Quaternaire)
	Fy Alluvions fluviales de moyenne terrasse (Wurmien-Quaternaire)
	Jy Cônes de déjection latéraux (Wurmien-Quaternaire)
	m1b1M Faciès calcaire (Burdigalien)
	g Oligocène supérieur
	g2b-e Stampien moyen et supérieur indifférenciés (Oligocène)
	g2b-c Calcaires et marnes de Sainte- Marguerite (Stampien moyen)
	n3 Marnes et calcaires marneux en alternance (hauterivien)
	n2 Marnes à fossiles pyriteux (Valanginien)
	n1 Calcaires argileux fins à Calpionelles (Berriasien)
	j9 Calcaires micritiques massifs, clairs (Portlandien)
	j8- Calcaires fins beiges à chailles (Oxfordien supérieur à Kimméridgien)
	j5 Alternance calcaires marnes (Oxfordien moyen)
	j3c- Marnes noires schisteuses (Callovien supérieur et Oxfordien inférieur)
	l3-4 Calcaires micritiques (Lias-Sinemurien)
	t Argiles, dolomie et gypse (Trias)



La commune de Lafare est principalement caractérisée par des marnes noires ainsi que des argiles, dolomies et gypses peu perméables.

B.6. PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS

B.6.1. Retrait-gonflement des argiles

Les phénomènes de retrait-gonflement de certaines formations géologiques argileuses sont susceptibles de provoquer des tassements différentiels.



Figure 7 : Cartographie des aléas retrait-gonflement des argiles sur Lafare (Géorisques)



Un risque retrait-gonflement des argiles dans la zone géographique de la STEP de Lafare est jugé modéré.

B.6.2. Remontée de nappes

Des risques de remontées de nappes sont recensés sur le territoire.

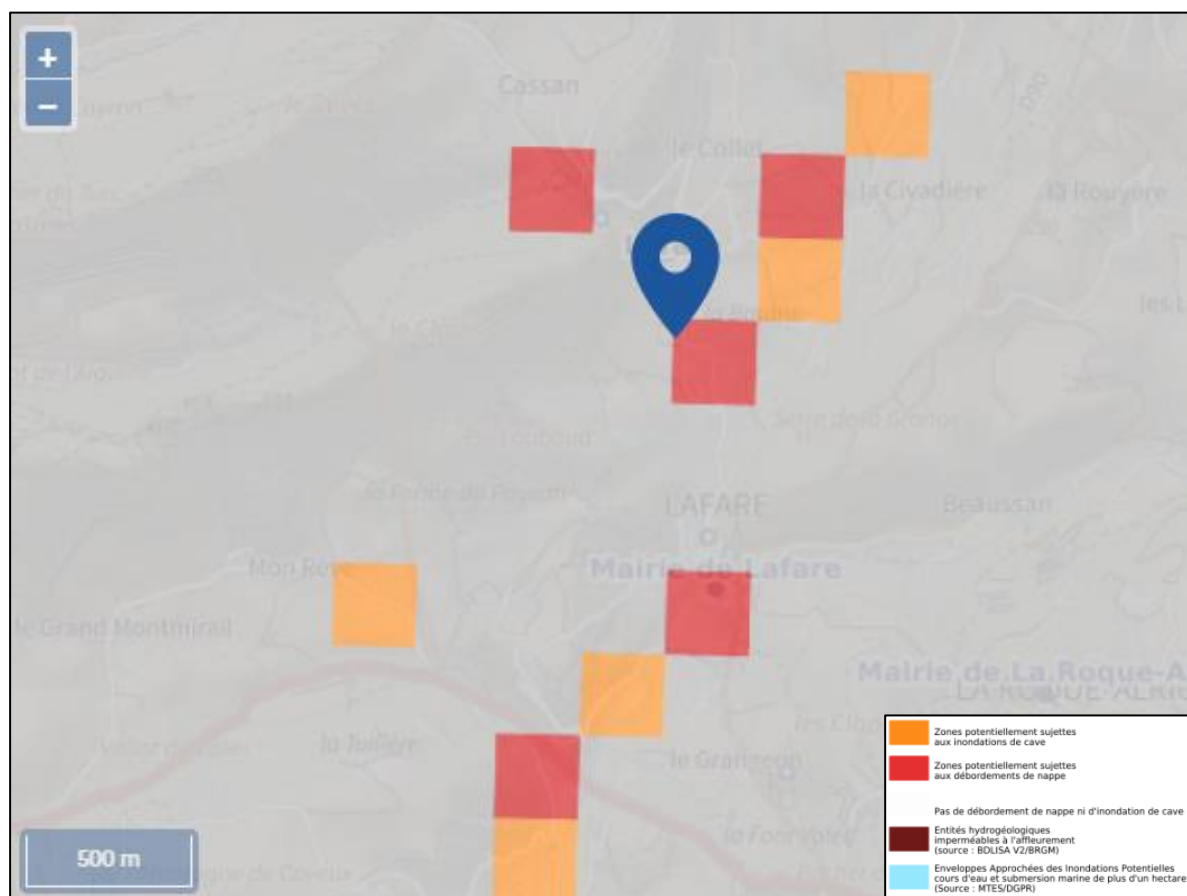


Figure 8 : Risque de remontée de nappes sur le territoire (Source : Infoterre)



La commune est sujette à un risque faible de remontée de nappe et quelques zones avec potentiels débordements et inondations de cave.

B.6.3. Sismicité

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes (articles R563-1 à R563-8 du Code de l'Environnement modifiés par les décrets n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 et n° 2010-1255 du 22 octobre 2010, ainsi que par l'Arrêté du 22 octobre 2010) :

- ✓ **Une zone de sismicité 1** où il n'y a pas de prescription parasismique particulière pour les bâtiments à risque normal (l'aléa sismique associé à cette zone est qualifié de très faible) ;
- ✓ **Quatre zones de sismicité 2 à 5**, où les règles de construction parasismique sont applicables aux nouveaux bâtiments, et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières.

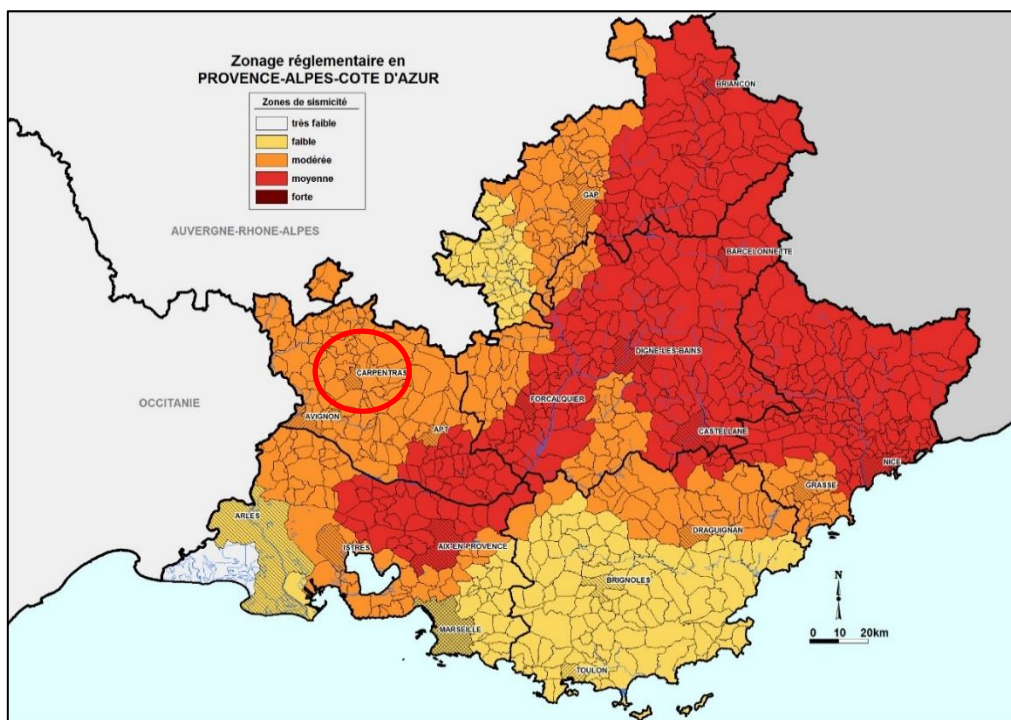


Figure 9 : Zonage sismique de la région PACA



Lafare est située en zone de sismicité 3 (sismicité modérée).

B.6.4. Inondation

D'après géorisques.gouv.fr, Lafare est concernée par le risque inondation par une crue torrentielle ou à montée rapide de cours d'eau. Ce type de crue dite « éclair », se caractérise par une montée des eaux rapide, qui s'accompagne d'un courant très puissant et dangereux, pouvant charrier des éléments solides (sable, galets, etc). La commune de Lafare est située dans le périmètre du **Plan de Prévention des Risques d'inondation Sud-Ouest du Mont Ventoux**, approuvé par arrêté préfectoral du 30 juillet 2007.

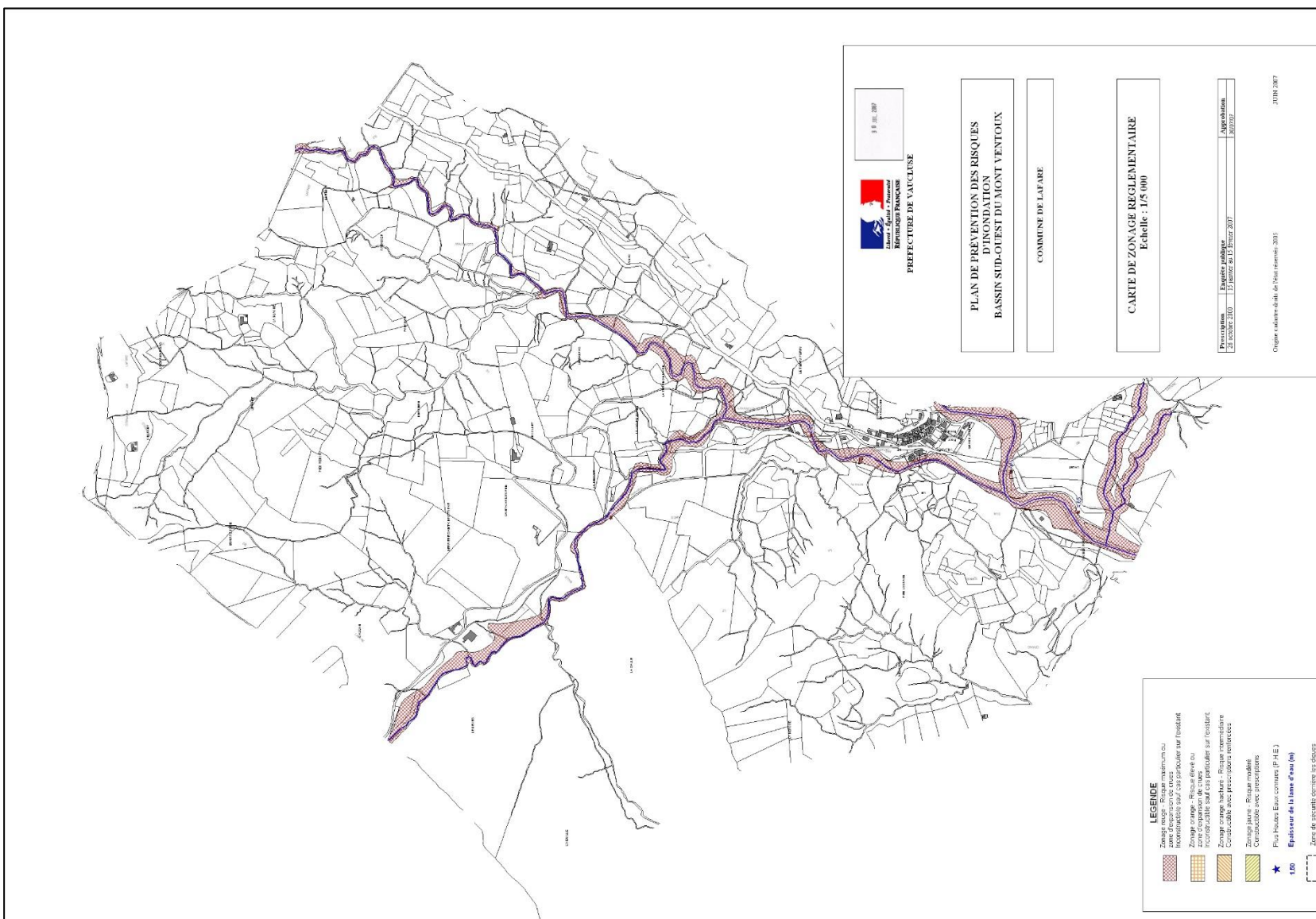


Figure 10 : Zonage du PPRI de Lafare

B.7. DOCUMENTS D'ORIENTATION

B.7.1. SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027

B.7.1.1. Présentation du SDAGE

Le Schéma Directeur d'aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée constitue le cadre de référence pour la politique de l'eau du bassin.

Après leur adoption par le Comité de bassin le 18 mars 2022, le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 ainsi que le programme de mesures associé ont été approuvés par le Préfet coordonnateur de bassin, Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes par arrêté préfectoral signé le 21 mars 2022 et publié au Journal officiel du 3 avril. Par conséquent, **le SDAGE 2022-2027 est devenu applicable à partir du 4 avril 2022**, pour une durée de 5 ans.

Le SDAGE 2022-2027 comprend **9 orientations fondamentales** que sont :

- ✓ **Orientation fondamentale n°0** : s'adapter aux effets du changement climatique ;
- ✓ **Orientation fondamentale n°1** : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- ✓ **Orientation fondamentale n°2** : concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques ;
- ✓ **Orientation fondamentale n°3** : prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau :
 - A. Mieux connaître et mieux appréhender les impacts sociaux et économiques ;
 - B. Développer l'effet incitatif des outils économiques en confortant le principe pollueur-payeur ;
 - C. Assurer un financement efficace et pérenne de la politique de l'eau ;
- ✓ **Orientation fondamentale n°4** : renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux :
 - A. Renforcer la gouvernance dans le domaine de l'eau ;
 - B. Structurer la maîtrise d'ouvrage à une échelle pertinente ;
 - C. Assurer la cohérence des projets d'aménagement du territoire et de développement économique avec les objectifs de la politique de l'eau ;
- ✓ **Orientation fondamentale n°5** : lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé :
 - Orientation fondamentale n°5a : poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle ;
 - Orientation fondamentale n°5b : lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques ;
 - Orientation fondamentale n°5c : lutter contre les pollutions par les substances dangereuses :
 - A. Réduire les émissions et éviter les dégradations chroniques ;
 - B. Sensibiliser et mobiliser les acteurs ;
 - C. Améliorer les connaissances nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles ;
 - Orientation fondamentale n°5d : lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles ;
 - Orientation fondamentale n°5e : évaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine ;

- A. Protéger la ressource en eau potable ;
 - B. Atteindre les objectifs de qualité propres aux eaux de baignade et aux eaux conchylicoles ;
 - C. Réduire l'exposition des populations aux substances chimiques via l'environnement, y compris les polluants émergents ;
- ✓ **Orientation fondamentale n°6** : préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides :
- Orientation fondamentale n°6a : agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques :
 - A. Définir, préserver et restaurer l'espace de bon fonctionnement ;
 - B. Maintenir et restaurer les processus écologiques des milieux aquatiques ;
 - C. Assurer la non-dégradation ;
 - D. Mettre en œuvre une gestion adaptée aux plans d'eau et au littoral ;
 - Orientation fondamentale n°6b : préserver, restaurer et gérer les zones humides ;
 - Orientation fondamentale n°6c : intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau ;
- ✓ **Orientation fondamentale n°7** : atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir :
- A. Concrétiser les actions de partage de la ressource et d'économie d'eau dans les secteurs en déséquilibre quantitatif ou à équilibre précaire ;
 - B. Anticiper et s'adapter à la rareté de la ressource en eau ;
 - C. Renforcer les outils de pilotage et de suivi ;
- ✓ **Orientation fondamentale n°8** : augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques :
- A. Agir sur les capacités d'écoulement ;
 - B. Prendre en compte les risques torrentiels ;
 - C. Prendre en compte l'érosion côtière du littoral.

B.7.1.2. Masses d'eau superficielle concernée

Sur le territoire, aucune masse d'eau superficielle n'est recensée. Cependant, le rejet de la station d'épuration (STEP) de Lafare se fait dans le ruisseau de La Combe affluent du ruisseau de la Salette.

- ✓ FRDR10997c – Ruisseau de la Salette.

B.7.1.3. Masses d'eau souterraines concernées

La commune de Lafare dispose d'une **masse d'eau souterraine** définie dans le SDAGE Rhône-Méditerranée sous la référence suivante :

Tableau 3 : Masse d'eau souterraine impactée par la commune (source : DREAL PACA)

TYPE	CODE	LIBELLE	OBJECTIF D'ETAT CHIMIQUE	OBJECTIF D'ETAT QUANTITATIF
Affleurement	FRDG536	Marno-calcaires et grès Collines Côte du Rhône rive gauche et de la bordure du bassin du Comtat	Bon en 2021	Bon en 2021

B.7.1.4. Masses d'eau souterraine stratégiques

Le SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse 2022-2027 caractérise certaines masses d'eau souterraines comme étant stratégiques pour l'alimentation en eau potable.

Il s'agit d'un **aquifère à fort intérêt stratégique pour les besoins en eau actuels et futurs**, fortement sollicité et dont l'altération poserait des problèmes immédiats pour les importantes populations qui en dépendent, ou faiblement sollicités mais à forte potentialités et à préserver pour les générations futures. Ce sont donc des zones offrant des potentialités localement intéressantes, à étudier et à exploiter au gré de la demande, ou à potentialités intéressantes sur le plan régional, à étudier en priorité.

La qualification de ressource stratégique suppose :

- ✓ D'assurer la disponibilité sur le long terme de ressources suffisantes en qualité et en quantité pour satisfaire les besoins actuels et futurs d'adduction d'eau potable (AEP) des populations ;
- ✓ De préserver ces ressources indispensables pour les populations de l'évolution des pressions qui pourrait compromettre leur utilisation (urbanisation, activités...).



Aucune masse d'eau stratégique n'est concernée par le système d'assainissement de Lafare.

B.7.2. Zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole

Dans le bassin Rhône-Méditerranée-Corse, le préfet coordonnateur a désigné les zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole par l'arrêté 17-055 du 21 février 2017.

La pollution aux nitrates est principalement due à certaines pratiques agricoles, et en particulier à l'emploi d'engrais afin de maximiser les rendements. Ces pratiques, couplées à l'existence de forages mal réalisés, mettant en communication les eaux de ruissellement et la ressource souterraine, augmentent les risques de pollution.



Le territoire communal de Lafare ne figure pas dans une zone vulnérable à la pollution par les nitrates.

B.7.3. Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau

La commune n'est actuellement concernée par **aucun SAGE**.

B.7.4. Contrat de milieu

Source : epagesomv.com (Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Sud-Ouest Mont Ventoux)

Le Contrat de Milieu (contrat de rivière, de lac, de nappe) est un instrument d'intervention à l'échelle de bassin versant.

Comme le SAGE, lors de l'élaboration de ce document, des objectifs de qualité des eaux, de valorisation du milieu aquatique et de gestion équilibrée des ressources en eau sont définis afin d'adopter un programme d'intervention multithématique sur 5 ans.

Contrairement au SAGE, les objectifs du contrat de milieu n'ont pas de portée juridique, mais constituent un engagement contractuel entre les signataires.

Le territoire a été l'objet d'un contrat de milieu entre 2008 et 2013, « *Contrat de Rivières du bassin Sud-Ouest Mont-Ventoux*. »

Le contrat de rivières est un programme d'actions pour gérer les milieux aquatiques et la ressource en eau. Il porte à la fois sur la lutte contre les pollutions, la gestion des milieux aquatiques (cours d'eau et zones humides), la gestion du risque inondation, la gestion de la ressource et la sensibilisation du public.

Il constitue également un outil de conciliation des fonctions et des usages des milieux et de la ressource, et permet de travailler à l'échelle du bassin versant, en s'affranchissant des frontières administratives.

Les enjeux du contrat étaient les suivants :

- ✓ Mise en sécurité des personnes et des biens ;
- ✓ Lutte contre les pollutions domestiques et agricoles ;
- ✓ Qualité des eaux ;
- ✓ Préservation des eaux superficielles ;
- ✓ Restauration du patrimoine naturel et culturel (comprend l'Auzon et la Grande Levade) ;
- ✓ Sensibilisation et information de la population.

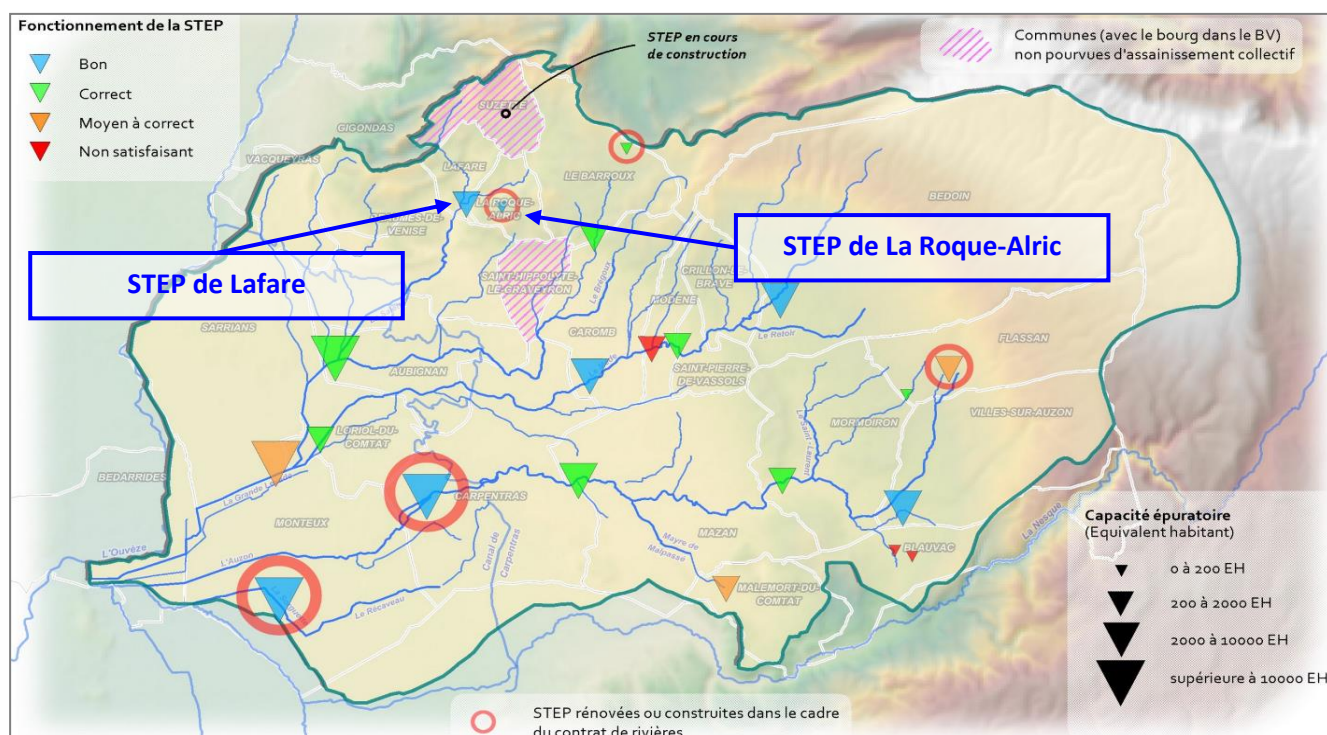


Figure 11 : Fonctionnement des stations d'épuration après le contrat (source : epagesomv.com)

Le *Contrat de Rivières du bassin Sud-Ouest Mont-Ventoux* a servi de cadre à la construction de la STEP de la Roque –Alric. Au moment de la finalisation du contrat, la STEP de Suzette n'avait pas encore été construite.

Le fonctionnement de la STEP de Lafare a été jugé **bon** par ce contrat de milieu.

B.8. ALIMENTATION EN EAU POTABLE

L'alimentation en eau potable de la commune de Lafare est assurée par le syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône - Ventoux.

Aucune ressource n'est présente sur le territoire.

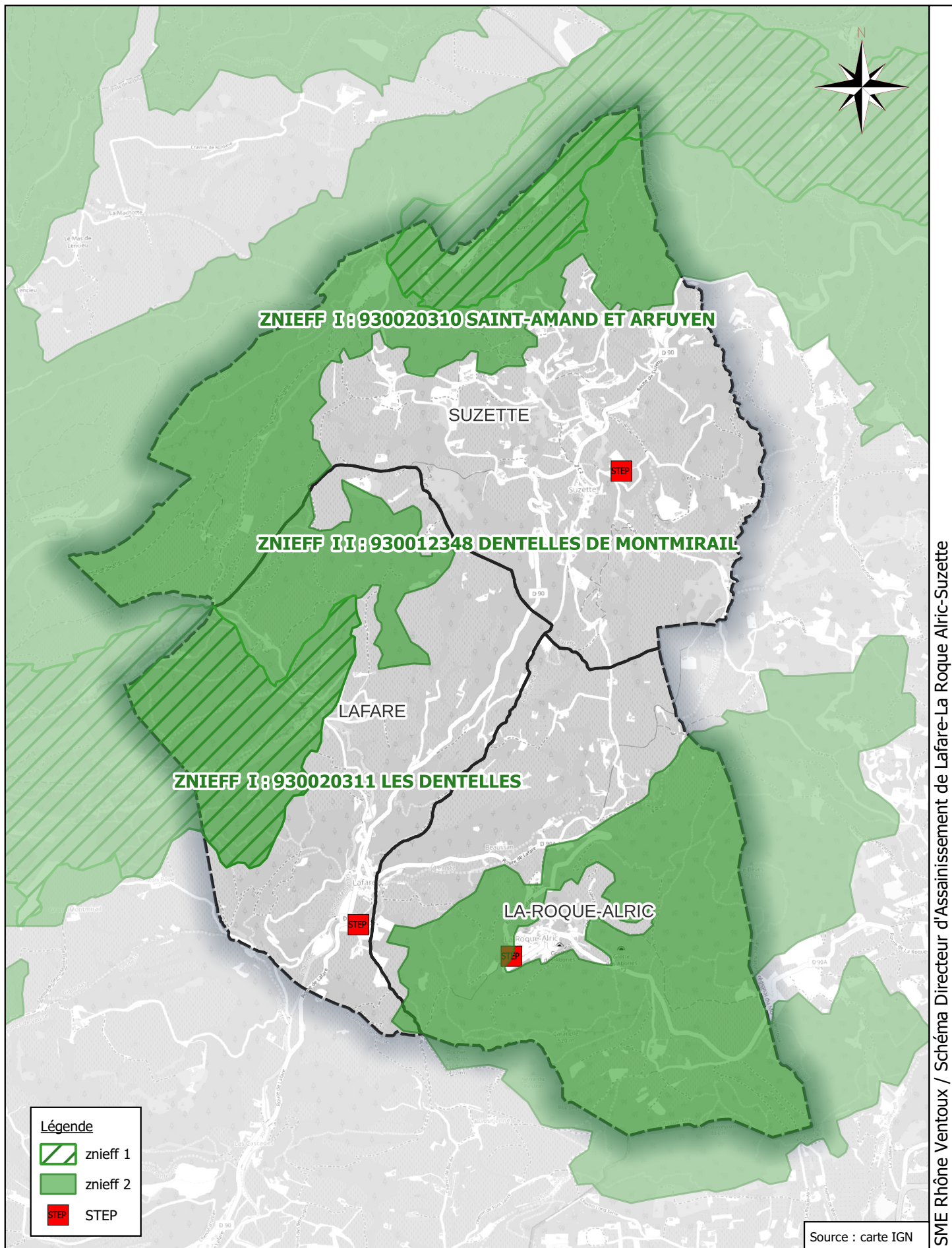
B.9. ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET CULTURELS DU TERRITOIRE

Le tableau suivant récapitule les enjeux environnementaux recensés sur le territoire.

Tableau 4 : Patrimoine naturel et culturel recensé sur le secteur

Enjeux environnementaux	Nom du site
Parcs nationaux	-
Parcs naturels régionaux	-
Réserves naturelles	-
Arrêtés de protection	-
Réserve intégrale de Parc national	-
ZNIEFF de type I	ZNIEFF 930020311 : Les Dentelles
ZNIEFF de type II	ZNIEFF 930012348 : Dentelles de Montmirail
ZICO	-
Zones humides	-
Natura 2000	-
Réserves de biosphère	-
Site classés	-
Inventaire national du patrimoine géologique	PAC0603 : Massif des Dentelles de Montmirail

Les ZNIEFF terrestres n'ont pas de portée réglementaire, en revanche les arrêtés préfectoraux de protection du biotope, les zones humides, les sites classés et les zones Natura 2000 ont une portée réglementaire.



B.10. ZONES A ENJEUX SANITAIRES ET ENVIRONNEMENTAUX

L'arrêté préfectoral n°2014206-0002 du 25 juillet 2014 définit les zones à enjeux environnementaux et sanitaires du département de Vaucluse, zones dans lesquelles les assainissements non collectifs doivent être mis en conformité dans un délai de 4 ans à partir de l'attestation du SPANC de non-conformité.

En cas de constat d'absence d'installation, cet arrêté prévoit un délai maximal de 2 ans pour la mise en place d'une installation d'assainissement non collectif.

Les communes pour lesquelles il a été défini des zones à enjeux sanitaires et environnementaux sont définies dans l'arrêté préfectoral du 25/07/2014. Pour chacune de ces communes, les zones à enjeux sanitaires et environnementaux ont été cartographiées à l'échelle du territoire communal.

Les zones ainsi définies sur le territoire communal de Lafare sont présentées sur la cartographie de localisation installations d'assainissement non collectif de Lafare en figure 23.

B.11. ETAT DES LIEUX – ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Sources : Rapports annuels du délégataire, RPQS

B.11.1. Compétence et mode de gestion

La compétence assainissement est gérée par le **Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône Ventoux (SMERV)** : assainissement collectif et non collectif.

Les réseaux d'assainissement des eaux usées ainsi que les stations d'épuration sont exploités par SUEZ dans le cadre d'un contrat d'affermage.

Cette délégation est matérialisée par un contrat renouvelé en janvier 2022 pour une durée de 10 ans et qui lui confère le droit exclusif d'assurer au profit des abonnés, le service de l'assainissement collectif à l'intérieur du périmètre affermé.

B.11.2. Chiffres clés du service assainissement

L'évolution du nombre d'abonnés en assainissement collectif et des volumes assujettis à la redevance assainissement est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 5 : Données du service assainissement de Lafare (Source : RAD)

	2020	2021	2022	2023	2024
Abonnés assainissement (unité) <i>Données RAD</i>	51	53	53	58	58
Volumes assujettis (m³/an) <i>Données RAD</i>	2 274	5 003	7 471	7 425	5 419
Volume moyen par abonné (m³/an/ab.)	45	94	141	128	93
Volume moyen journalier par habitant (l/j/hab.)	53	112	168	152	111
Volume journalier théorique en entrée de station* (m³/j)	6	12	18	18	13

**Sur la base d'un ratio de 90 % de restitution des volumes consommés vers les réseaux d'eaux usées*



Sur l'ensemble de la commune, la valeur des volumes assujettis est fortement variable d'une année sur l'autre.

Le prix actuel (valeurs pour l'année 2025 d'après données issues du RAD 2024) de l'assainissement est le suivant :

Tableau 6 : Tarification de l'assainissement collectif sur le syndicat Rhône Ventoux

Missions		Coûts HT
Collecte et traitement des eaux usées		
Part SUEZ	Abonnement	46,48 €/an
	/m ³	1,303 €/m ³
Part Collectivité	Abonnement	27 €/an
	/m ³	1,12 €/m ³
Redevances tiers	Agence de l'eau	0,009 €/m ³
	TVA	0,3045 €/m ³
Prix total annuel – part assainissement - pour une facture type de 120 m ³		401,86 €

B.11.3. Système de collecte

Les principales caractéristiques du réseau d'assainissement collectif sont les suivantes :

Tableau 7 : Caractéristiques générales des réseaux d'assainissement – Lafare

Paramètres	Caractéristiques
Diamètre et matériaux	Diamètre entre 53 et 400 mm en PVC principalement (<i>données SIG</i>)
Equipements des réseaux	45 regards (<i>données SIG</i>)
Type de réseau	Réseau de type séparatif
Linéaire réseau de collecte	Réseaux de collecte des eaux usées = 1 359 ml (<i>données SIG</i>)
Abonnés desservis	53 en 2021 (<i>données RAD</i>)
Volume assujettis	5 003 m ³ en 2021 (<i>données RAD</i>)
Conventions de rejet	Aucune d'après les données fournies
Raccordements extérieurs	Absence de raccordement de réseaux extérieurs à la commune
Postes de refoulement	1 Poste de refoulement
Déversoir d'orage et trop-plein	Aucun d'après les données fournies

Le graphique suivant présente la répartition en mètres linéaires des réseaux d'eaux usées en fonction des matériaux et des diamètres :

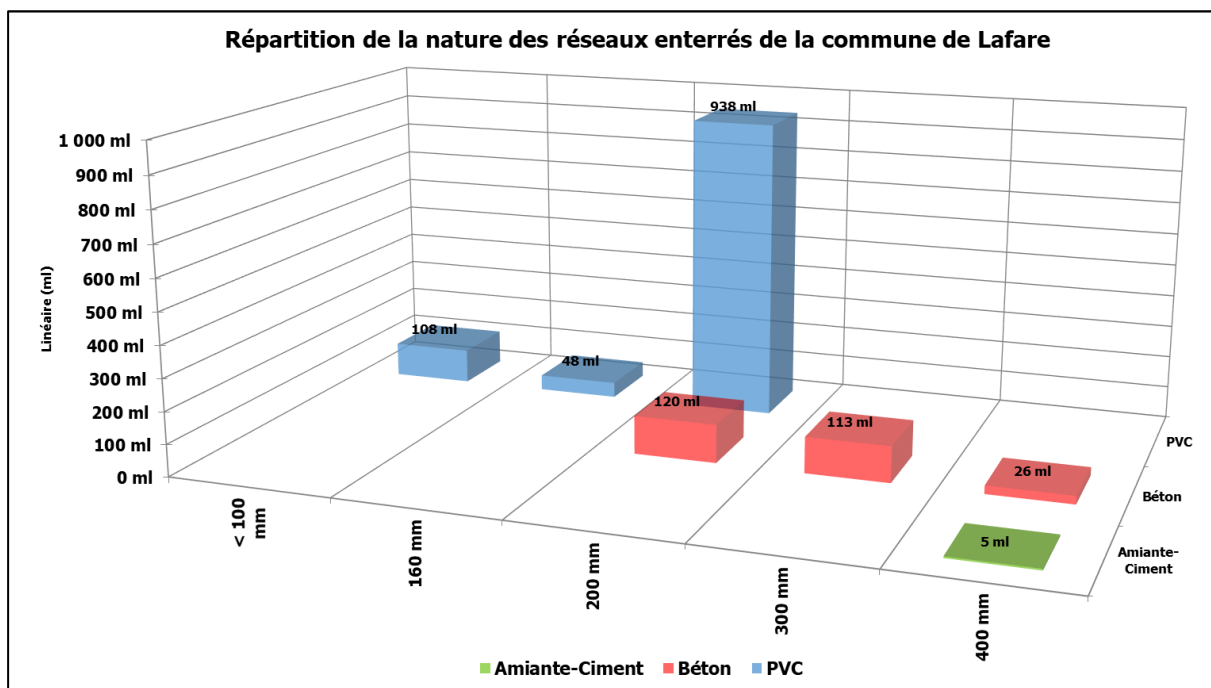


Figure 13 : Répartition des réseaux d'eaux usées de Lafare en fonction des matériaux et diamètres



La majorité du réseau (69 %) recensée sur la commune de Lafare est en Ø 200 PVC.

Le graphique ci-dessous illustre la répartition des canalisations en fonction de leur date de pose :

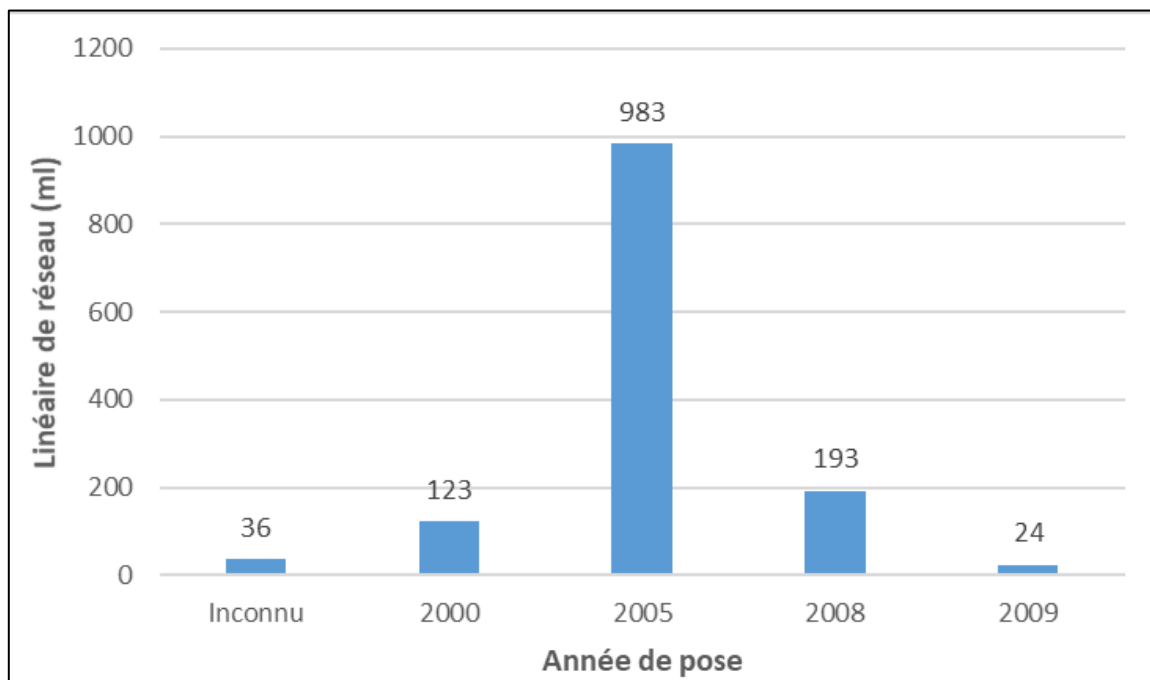
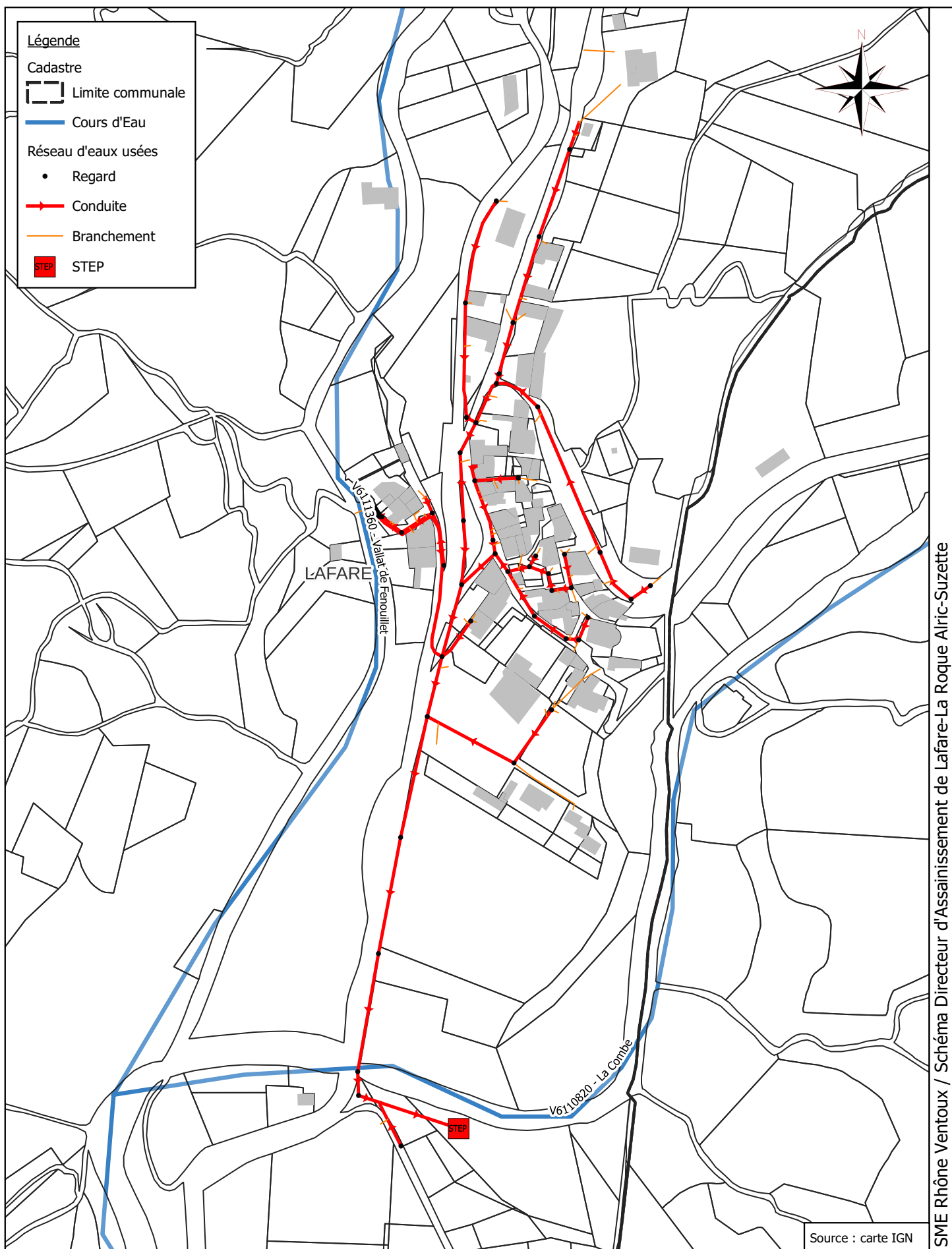


Figure 14 : Répartition des réseaux EU de Lafare en fonction de leur année de pose



D'après les données du SIG, une grande partie du réseau (72 %) recensée sur la commune de Lafare date de 2005.



SME Rhône Ventoux / Schéma Directeur d'Assainissement de Lafare-La Roque Alric-Suzette



Z.I Bois des Lots
10, Allée des Gonsards
26 130 Saint Paul Trois Châteaux
Téléphone : 04.75.04.78.24

PLAN DE RESEAU DE LAFARE

Ind. : A	Etabli par: Y.MHAIRA	Approuvé par: G.MORANTE
Plan du 16/06/2023		Codification : 13230081-ER01-ETU-PG-1-002
Nom du fichier : Plan réseau.dwg		Echelle 1 / 16 000

B.11.4. Établissements industriels

B.11.4.1. Rappel réglementaire

L'article L1331-10 du Code de la Santé Publique mentionne que « Tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le maire, après avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, si cette collectivité est différente... ».

B.11.4.2. Autorisations de rejets non domestiques

Il n'est recensé aucune autorisation de déversement d'eaux usées autres que domestiques dans les réseaux d'assainissement de la commune.

B.11.5. Station d'épuration

B.11.5.1. Données générales

Il existe une station d'épuration à Lafare. L'exploitation de ces équipements a été déléguée par la commune à SUEZ.

Le tableau ci-après résume les caractéristiques générales de la station d'épuration de Lafare.

Tableau 8 : Caractéristiques générales de la STEP - Lafare

Paramètres	Capacité des ouvrages
Type de station	Date de mise en service : 2006 Traitement biologique par Rhizofiltre
Code station	06 09 84059 001
Implantation cadastrale	Commune de Lafare Section B Parcelle 0499
Récépissé de déclaration	30/07/2004
Capacité en équivalents habitants	220 EH
Flux journalier en DBO ₅	13 kg/j
Débit de référence	33 m ³ /j
Niveaux de rejet	<i>Niveaux de rejet de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié par l'arrêté du 31 juillet 2020</i> DBO ₅ = 25 mg/L ou rdt min = 80 % DCO = 125 mg/L ou rdt min = 75 % MES = 35 mg/L ou rdt min = 90 % <i>Niveaux de rejet du récépissé de déclaration</i> DBO ₅ = 25 mg/L ou rdt min = 60 % DCO = 125 mg/L ou rdt min = 60 % MES = 35 mg/L ou rdt min = 50 % NH ₄ = 5 mg/L
Milieu récepteur	La combe puis la Salette affluent du Bregoux
Evacuation des boues	Evacuation tous les 20 ans

La localisation de la station est présentée ci-après.

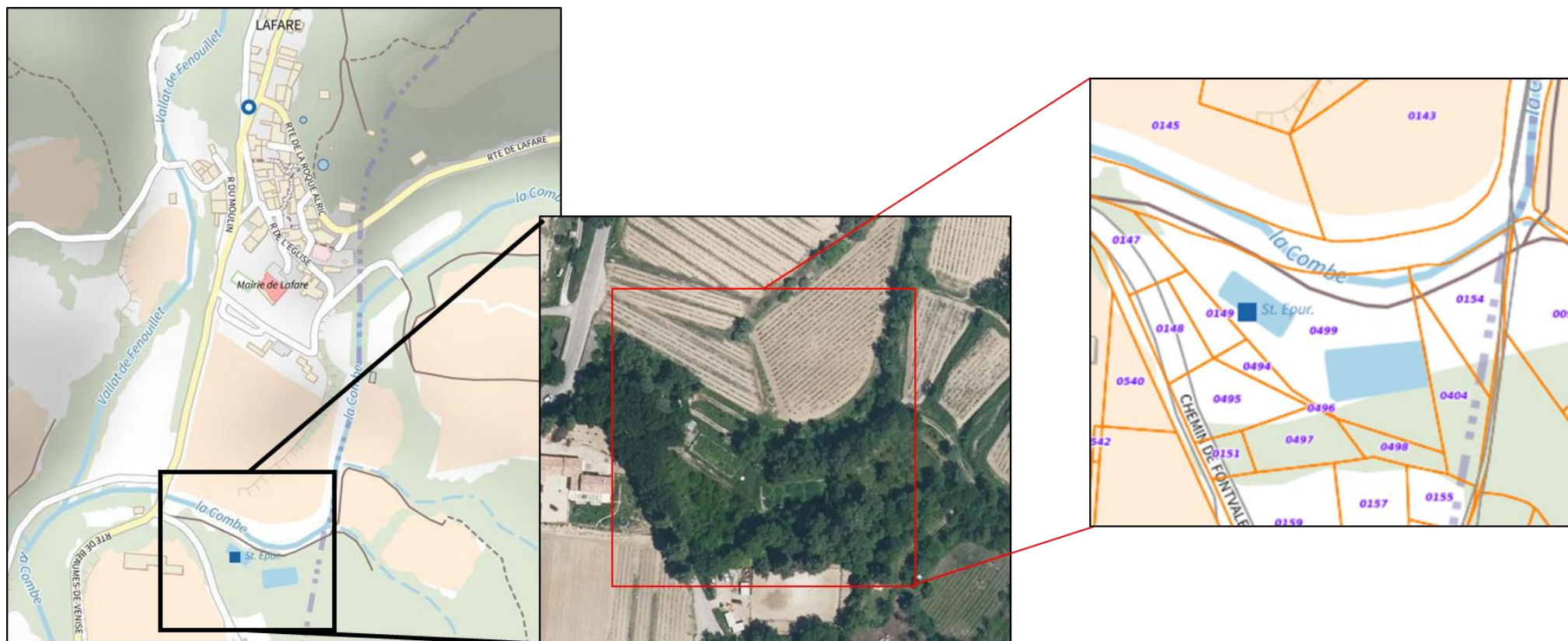


Figure 16 : Localisation de la STEP de Lafare

Le fonctionnement général de la station d'épuration suit les étapes suivantes :

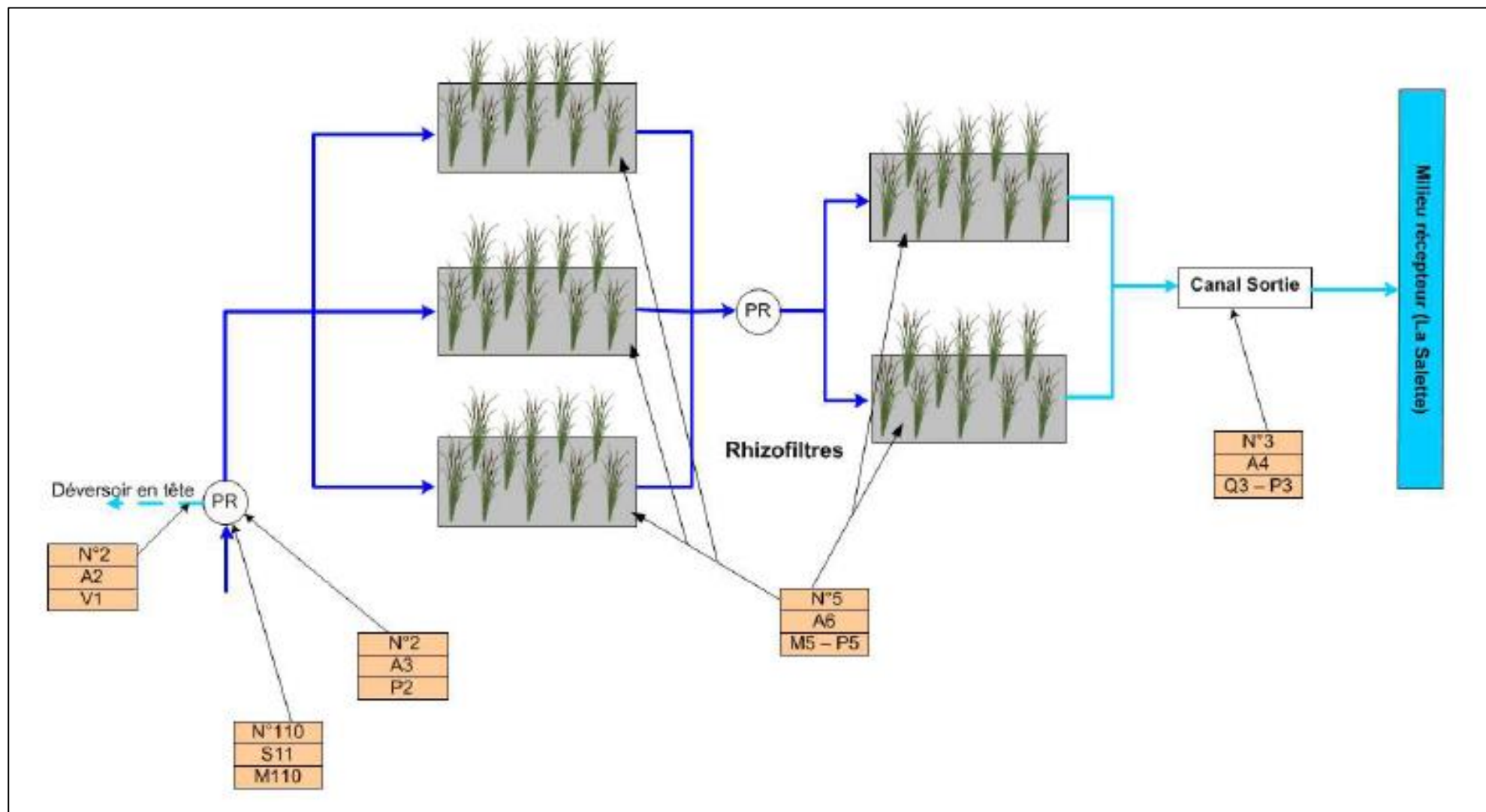


Figure 17 : Synoptique des ouvrages de traitement – STEP Lafare (Source : CDV)

B.11.5.2. Analyse des données d'autosurveillance

Hypothèses et capacités nominales retenues

Le tableau suivant présente la capacité nominale de la station d'épuration de **220 EH** :

Tableau 9 : Capacités nominales retenues – STEP Lafare

Paramètres	Capacité nominale station
Volume moyen journalier	33 m ³ /j
DBO ₅	13 kg/j



La capacité nominale de la station d'épuration de Lafare est de **220 EH**. Cette capacité est déterminée à partir de la charge maximale en DBO₅ que la station peut traiter (13 kg/j) et la dotation unitaire standard (60 g/j/EH).

L'annexe II de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié par l'arrêté du 31 juillet 2020, définit les modalités d'autosurveillance des stations de traitement des eaux usées.

Capacité nominale de traitement de la station en kg/j de DBO5	≤ 12	> 12 et < 30	≥ 30 et ≤ 60	> 60 et < 120
Nombre de bilans 24 h		1 tous les 2 ans (2) (3)	1 par an (2) (4)	2 par an (2)
Nombre de passages sur la station	Fréquence indiquée dans le programme d'exploitation défini à l'article 20-II (5) (6)			

(1) Dans le cas où la charge brute de pollution organique reçue par la station l'année N est supérieure à la capacité de la station, les fréquences minimales de mesures et les paramètres à mesurer l'année N + 2 sont déterminés à partir de la charge brute de pollution organique.

(2) Les bilans 24H sont réalisés pour les paramètres suivants : pH, débit, T°, MES, DBO5, DCO, NH4, NTK, NO2, NO3, Ptot. Sauf cas particulier, les mesures en entrée des différentes formes de l'azote peuvent être assimilées à la mesure de NTK.

(3) Seules les stations de traitement des eaux usées nouvelles, réhabilitées ou déjà équipées font l'objet d'un bilan 24H. Pour les autres stations, le bilan 24H est remplacé par une mesure ponctuelle réalisée tous les ans, à une période représentative de la journée.

(4) A la demande du service en charge du contrôle, les bilans de l'année N et de l'année N + 1 peuvent être réalisés consécutivement.

(5) Par passage sur la station, l'arrêté entend le passage d'un agent compétent qui effectuera les actions préconisées dans le programme d'exploitation et remplira le cahier de vie. Ce passage s'accompagne, si nécessaire, de la réalisation de tests simplifiés sur les eaux usées traitées en sortie de station.

(6) Si aucune fréquence de passage n'est renseignée dans le programme d'exploitation défini à l'article 20-II, la fréquence minimale de passage est fixée à un passage par semaine.



La station de Lafare est suivie au niveau de l'autosurveillance par un bilan 24 h chaque année. Ces données sont complémentaires des valeurs de débit, en entrée et en sortie, récupérées chaque jour.

Analyse des volumes journaliers

La synthèse des volumes mesurés en entrée de STEU (autosurveillance 2018 – 2022 et campagne de mesures 2023) est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 10 : Analyse des volumes en entrée de station d'épuration tous temps confondus (2018 – 2023)

Année	Capacité	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2018-2023
Nombre de valeurs	33 m³/j	1	245	365	365	365	6	1347
Moyenne (m³/j)		29,0	22,8	26,5	22,6	15,6	16,6	22,2
% / capacité		88%	69%	80%	69%	47%	50%	67%
Percentile 95 (m³/j)		29,0	36,0	36,0	35,0	26,0	18,9	30,1
% / capacité		88%	109%	109%	106%	79%	57%	91%

Sur les six dernières années, la capacité nominale hydraulique de la station d'épuration n'a pas été atteinte en moyenne.

Au vu de l'arrêté du 24/08/2017, modifiant l'arrêté du 21/07/2015, le débit de référence « définit le seuil au-delà duquel la station de traitement des eaux usées est considérée comme étant dans des situations inhabituelles pour son fonctionnement. Il correspond au percentile 95 des débits arrivant à la station de traitement des eaux usées (c'est-à-dire au déversoir en tête de station). »

Le débit en percentile 95 de la station d'épuration est de 30,1 m³/j pour une capacité nominale de 33 m³/j.



Les volumes en entrée de station représentent **67 %** de la capacité nominale **en moyenne et 91 % en percentile 95**.

La station apparaît donc bien dimensionnée en situation actuelle.

L'analyse des volumes journaliers mesurés en entrée de station d'épuration distingue les mesures suivantes :

- ✓ Les volumes en entrée de station [A3] ;
- ✓ Les volumes déversés en sortie de la station [A4].

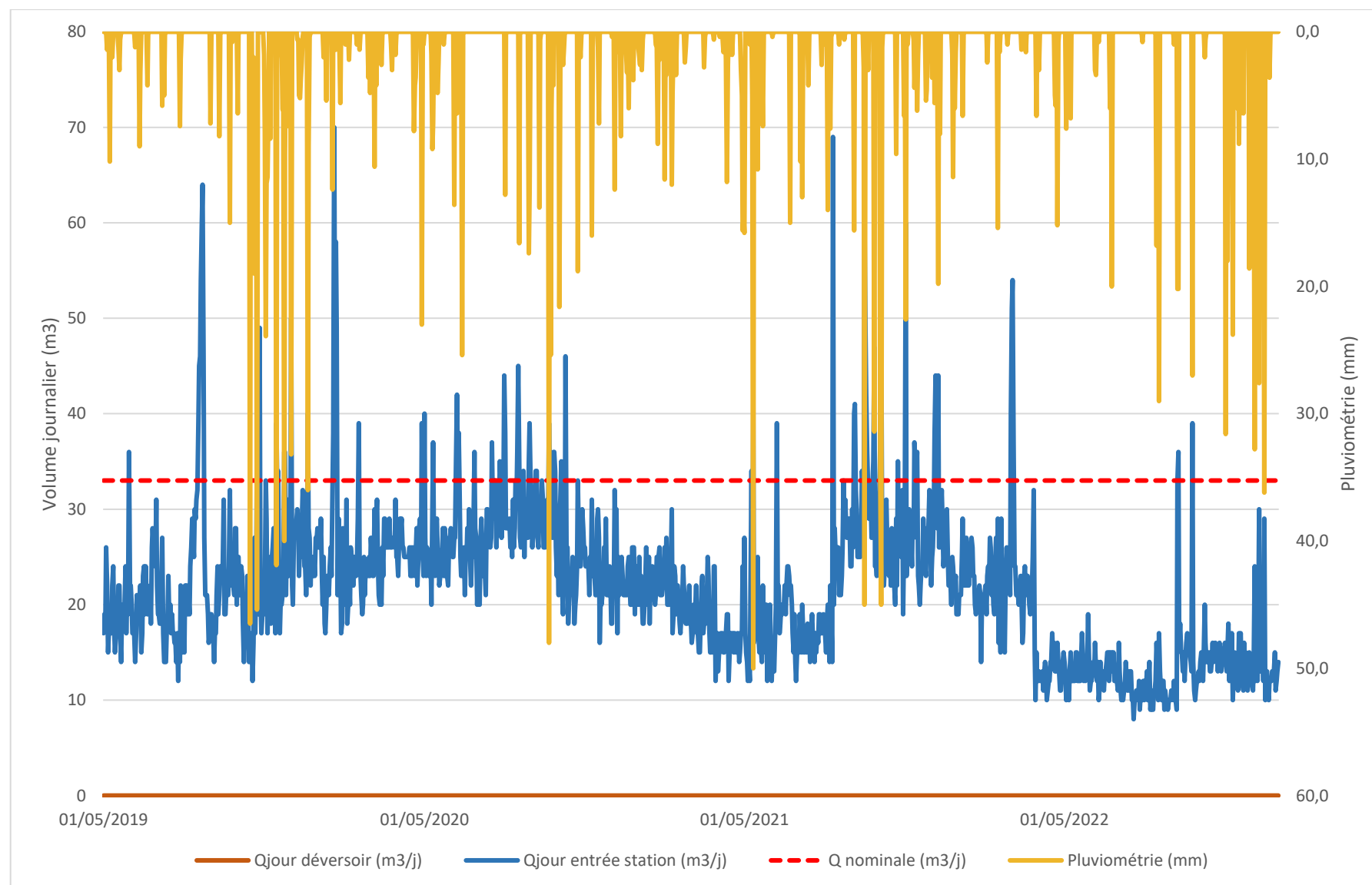


Figure 18 : Autosurveillance STEP Lafare 2018-2022

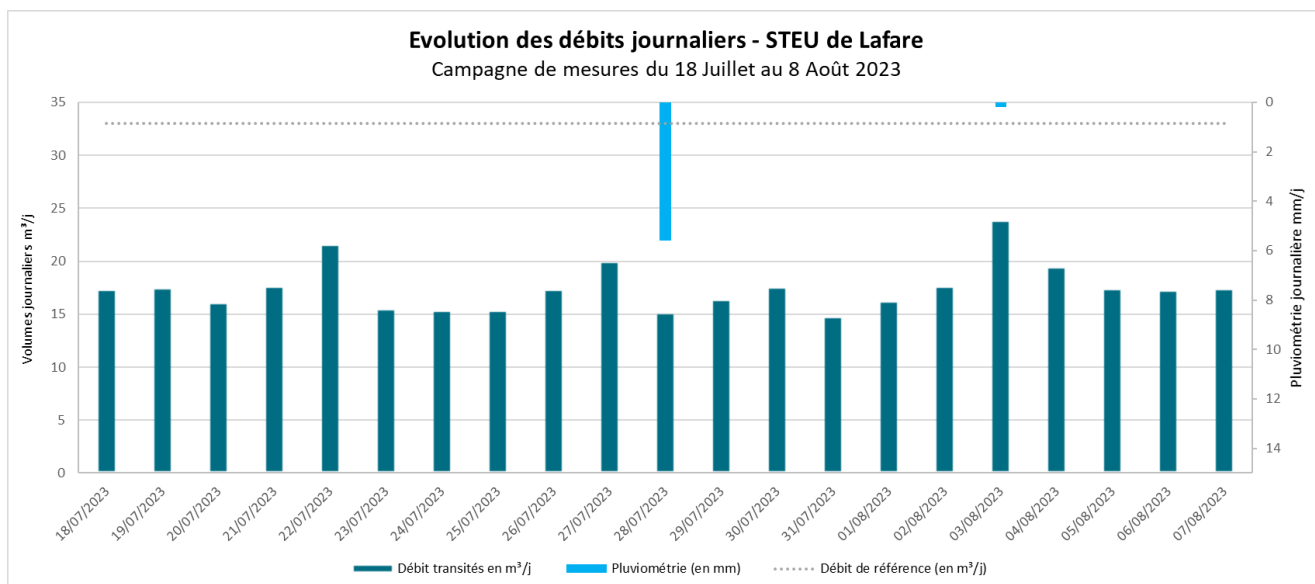


Figure 19: Evolution des débits journaliers estivaux – Entrée de STEU Lafare – Campagne été 2023

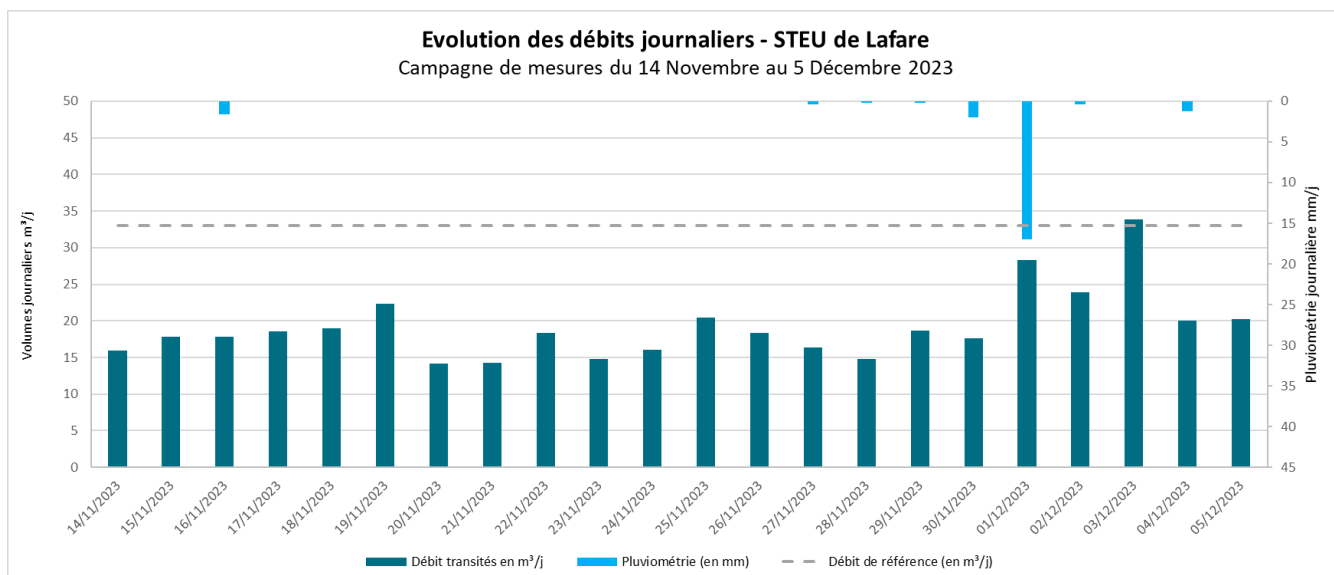


Figure 20: Evolution des débits journaliers hivernaux – Entrée de STEU Lafare - Campagne hiver 2023



La capacité nominale de la STEP de Lafare a eu quelques dépassements ces 5 dernières années en entrée. Entre 2019 et 2022 le débit moyen est entre 20 et 30 m³/h avec quelques dépassements, depuis 2022 le débit moyen est en dessous de 20 m³/h avec moins de dépassements. Ceux-ci interviennent notamment en cas de pluie : sensibilité aux événements pluvieux avec une variation saisonnière. Une corrélation peut ainsi être faite avec des arrivées d'ECPM.

Charges en entrée de station

La capacité de la station d'épuration de Lafare est estimée à partir des données d'autosurveillance tous temps confondus des 6 dernières années.

Tableau 11 : Analyse des charges de pollution DBO₅ en entrée de STEU tous temps confondus (2018 - 2023)

Année	Capacité	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2018-2023
Nombre de valeurs	13 kg/j 220 EH	1	1	1	1	1	6	11
Moyenne (kg/j)		9	7,2	7,6	4,3	4,9	3,9	6,2
% / Capacité		69%	55%	58%	33%	38%	30%	47%
Equivalent-Habitant*		150	120	127	72	82	65	103

* 1EH = 60 gDBO₅/j

L'analyse de la capacité résiduelle d'une station d'épuration s'effectue sur la base de la Charge Brute de Pollution Organique (CBPO), correspondant à la charge journalière moyenne de la semaine au cours de laquelle est produite la plus forte charge de substances polluantes dans l'année. Afin de déterminer la CBPO et faire abstraction des valeurs aberrantes, l'outil statistique « Percentile 95 » est généralement utilisé sur la base des données d'autosurveillance. Or, celui-ci n'est pas représentatif sur Lafare vu le faible nombre de données.

Sur la base de l'analyse des données d'autosurveillance des 6 dernières années en charges de pollution DBO₅, la station d'épuration fonctionne :

✓ à 47 % de sa capacité en moyenne ;

La capacité résiduelle de la station d'épuration est donc de :

✓ **6,9 kg/j** de DBO₅ en moyenne, soit 114 EH (base 1EH = 0,06 kg/j) ;

A noter que pour les dernière années (2021 – 2023), la capacité utilisée de la STEU est d'environ 36% (8,7 kg/j de capacité résiduelle).



Les données issues de l'autosurveillance permettent de constater que les flux journaliers de DBO₅ autorisés (13 kg/j) en entrée de STEP ne sont pas dépassés.

Caractérisation de l'effluent

Le rapport DCO / DBO₅ permet de caractériser l'effluent reçu par la station d'épuration de Lafare et d'évaluer sa biodégradabilité. Un rapport supérieur à 3 permet de qualifier l'effluent d'industriel.

La caractérisation de l'effluent au niveau de la station d'épuration de Lafare est présentée ci-après.

Tableau 12 : Caractérisation de l'effluent traité (2018-2023)

DCO / DBO ₅	Données
Nombre de valeurs	11
Minimum	1,85
Moyenne	2,47
Maximum	3,00
Caractérisation de l'effluent	2 < Effluent domestique < 3

L'analyse de l'ensemble des données d'autosurveillance permet de conclure sur un effluent traité par la station d'épuration **de type domestique**.

Respect des niveaux de rejet

L'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié par l'arrêté du 31 juillet 2020 impose les niveaux de rejet suivants :

- ✓ DBO₅ = 25 mg/L ou rdt min = 80 % ;
- ✓ DCO = 125 mg/L ou rdt min = 75 % ;
- ✓ MES = 35 mg/L ou rdt min = 90 %.

Niveaux de rejet du récépissé de déclaration du 30/07/2004 :

- ✓ DBO₅ = 25 mg/L ou rdt min = 60 % ;
- ✓ DCO = 125 mg/L ou rdt min = 60 % ;
- ✓ MES = 35 mg/L ou rdt min = 50 % ;
- ✓ NH₄ = 5 mg/L.

Tableau 13 : Données de sortie de la STEP de Lafare autosurveillance et campagnes de mesures

	Qjour	DBO5	DCO	MES	NGL	NTK	N-NH4	N-NO2	N-NO3	Pt
	m³/j	mg(O2)/L	mg(O2)/L	mg/L	mg(N)/L	mg(N)/L	mg(N)/L	mg(N)/L	mg(N)/L	mg(P)/L
05/07/2018	29,00	3,00	31,00	5,00	/	1,00	0,20	0,30	39,50	15,00
01/10/2019	25,00	3,00	31,00	2,00	/	3,00	0,42	0,16	31,40	9,30
23/09/2020	34,00	3,00	31,00	2,00	/	1,00	0,43	0,36	53,10	9,73
08/06/2021	19,00	3,00	29,00	5,00	/	1,00	0,39	0,10	63,40	9,53
26/01/2022	14,00	5,00	35,00	2,00	/	6,00	4,20	0,61	53,80	7,30
19/07/2023	9,80	3,00	33,00	22,00	1,70	8,76	/	/	/	35,00
24/07/2023	9,50	4,20	36,00	13,00	2,10	8,70	/	/	/	44,30
31/07/2023	9,20	3,00	41,00	20,00	2,70	11,80	/	/	/	55,00
15/11/2023	7,20	17,00	44,00	2,00	96,00	137,10	/	/	/	8,20
20/11/2023	8,40	4,00	41,00	2,00	2,00	61,10	/	/	/	8,40
27/11/2023	10,30	13,00	34,00	2,00	1,50	60,60	/	/	/	7,80

Le rendement pour les paramètres DBO5, DCO et MES et donc le suivant :

Tableau 14 : Rendement de rejet – STEP Lafare

	DBO5	DCO	MES
05/07/2018	99%	96%	99%
01/10/2019	99%	96%	99%
23/09/2020	99%	94%	99%
08/06/2021	99%	95%	98%
26/01/2022	99%	97%	100%
19/07/2023	99%	95%	88%
24/07/2023	99%	93%	91%
31/07/2023	99%	93%	88%
15/11/2023	90%	90%	98%
20/11/2023	98%	94%	99%
27/11/2023	93%	91%	96%



En prenant en compte les normes de l'arrêté de 2015, modifié par l'arrêté de 2020, qui sont plus contraignantes, pour les rendements, que celles de l'arrêté de déclaration, on remarque que la STEP de Lafare respecte les normes de rejet imposées. Les rendements sont très bons malgré les nombreux dépassements de la capacité nominale (cf. Figure 18).

La STEP respecte également le niveau de rejet imposé en NH4. Il est toutefois à noter l'augmentation brutale de la valeur en 2022.

Evolution de la capacité résiduelle de la STEP à l'horizon 2050

Le tableau ci-dessous synthétise les besoins supplémentaires liés à l'augmentation démographique, à l'horizon 2050.

Tableau 15 : Evolution des rejets de la commune à l'horizon 2050

	Hydraulique	Charges polluantes
Capacité nominale	33 m ³ /j	13 kg/j
Utilisation actuelle moyenne 2018-2023	22,2 m ³ /j soit 67 %	47 %
Utilisation actuelle de pointe 2018-2023	30,1 m ³ /j soit 91 %	-
Utilisation projetée moyenne 2050	28 m ³ /j soit 85 %	65 %
Utilisation projetée de pointe 2050	36 m ³ /j soit 109 %	-

La station d'épuration actuelle et selon les projections 2050 apparaît dépassée en termes de charges hydrauliques en situation de pointe future. Une attention particulière sera ainsi portée à la station qui, pour rappel, connaît déjà des dépassements de capacité nominale en temps de pluie.

B.12. ETAT DES LIEUX – ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

B.12.1. Compétence et mode de gestion

Les habitations situées dans les zones d'assainissement non collectif doivent être équipées d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'**entretien régulier** et le **bon fonctionnement** (article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique).

Conformément à l'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales en vigueur au 24/12/2022, les communes sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'**assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif**. Elles peuvent également, si elles le décident et sur demande du propriétaire, en assurer l'entretien et effectuer les travaux de réhabilitation.



Ceci revient au Service Public d'Assainissement Non Collectif (ou SPANC), qui est géré par le Syndicat mixte des eaux de la région Rhône Ventoux (SMERV).

Le service assure :

- ✓ Le conseil auprès des usagers du service
- ✓ Le contrôle des installations neuves ou réhabilitées
 - De conception
 - De bonne réalisation des travaux
- ✓ Le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations existantes est réalisé suite à la réalisation du 1^{er} contrôle diagnostic de l'existant et selon la périodicité décidée par le SMERV.
- ✓ Le contrôle annuel de la conformité des installations > 20 EH
- ✓ Le contrôle de diagnostic pour vente

Le contrôle des installations sera encadré de la manière suivante :

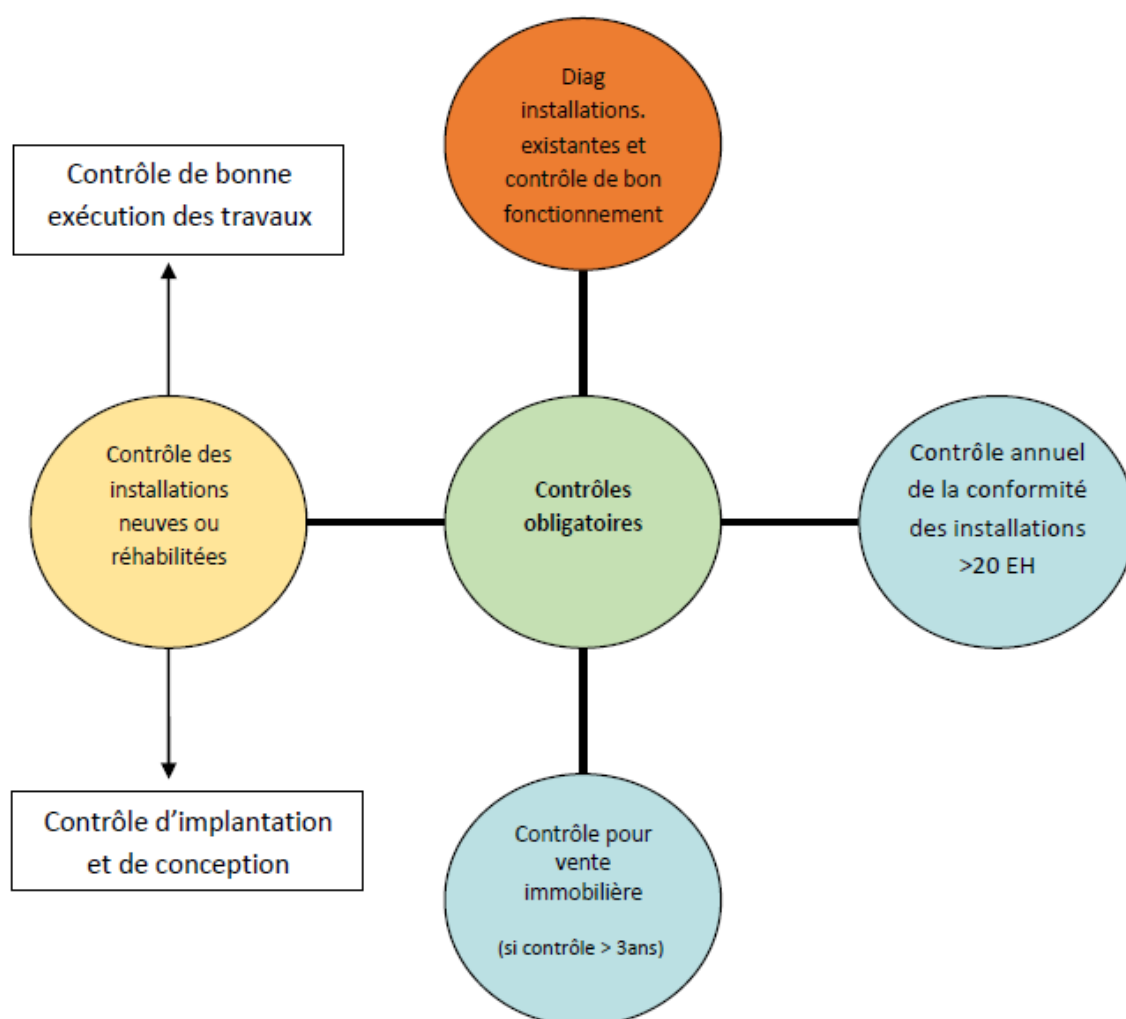


Figure 21 : Contrôle des installations d'ANC

Conformément à l'article L.2224-8 du CGCT en vigueur :

« Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans. »

A noter que les prescriptions techniques attachées aux dispositifs d'assainissement non collectif seront disponibles dans la notice explicative des zonages d'assainissement.

B.12.2. Recensement des installations

Le tableau et la figure ci-dessous présentent l'état d'avancement des contrôles réalisés sur les installations pour la commune de Lafare, ainsi que l'état de conformité établi suite à ces contrôles.

Au total, ce sont 24 installations qui sont recensées sur la commune.

Tableau 16 : Données SMERV sur les installations d'ANC de Lafare

AVIS	NOMBRE D'INSTALLATIONS CONCERNEES
Conforme	5
Acceptable / Indéfini	2
Non conforme sans risques <i>Installation incomplète, sous dimensionnée ou présentant un dysfonctionnement majeur</i>	3
Non conforme avec risques <i>Risque sanitaire ou environnemental</i>	1
Inconnu (diagnostic non réalisé)	13
Total installations ANC	24

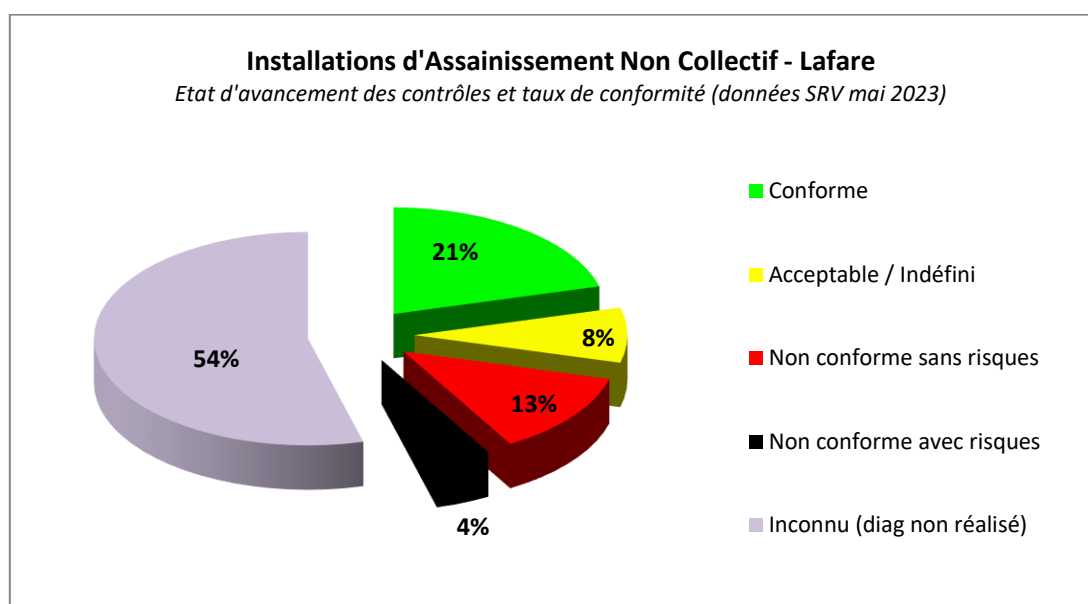
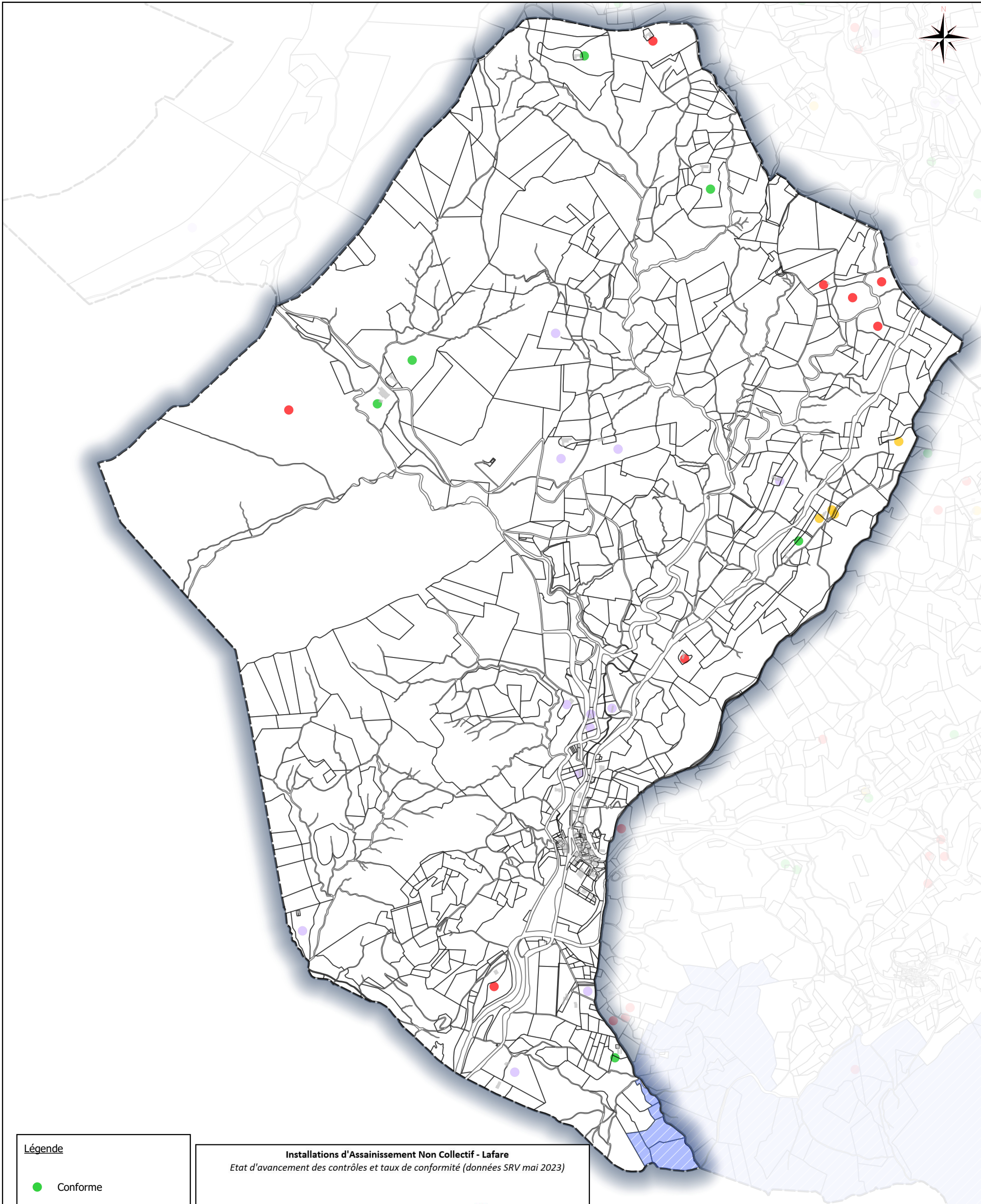


Figure 22 : Bilan des contrôles des installations d'assainissement non collectif de Lafare (d'après données SMERV)

Le plan de localisation des ANC de Lafare est disponible en **annexe**.



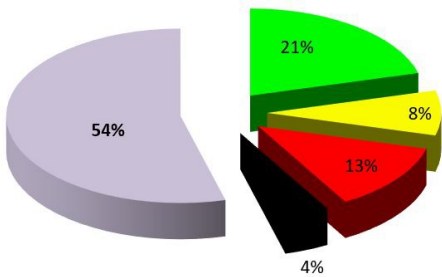
D'après les dernières données disponibles, 21 % des installations sont jugées conformes.
A ce jour, la part d'installations non diagnostiquées est d'environ 54 %.



Légende

- Conforme
- Acceptable / Indéfini
- Non conforme sans risques
- Non conforme avec risques
- Inconnu (diag non réalisé)
- Limite communale
- zones à enjeu sanitaire

Installations d'Assainissement Non Collectif - Lafare
Etat d'avancement des contrôles et taux de conformité (données SRV mai 2023)



- Conforme
- Acceptable / Indéfini
- Non conforme sans risques
- Non conforme avec risques
- Inconnu (diag non réalisé)

B.12.3. Aptitude des sols à l'assainissement non collectif

B.12.3.1. Contexte réglementaire

La réglementation sur les installations d'assainissement non collectif sont définies dans **l'arrêté du 7 septembre 2009 (modifié par l'arrêté du 26 février 2021)** fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 (**l'arrêté du 27 avril 2012** traite quant à lui des modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif).

Cet arrêté prévoit les dispositions techniques à mettre en œuvre en fonction du type de sol rencontré et de la perméabilité. Ses **articles 11 à 13** indiquent en particulier que :

- ✓ « Les eaux usées traitées sont évacuées, selon les règles de l'art, par le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement, au niveau de la parcelle de l'immeuble, afin d'assurer la permanence de l'infiltration, si sa perméabilité est comprise **entre 10 et 500 mm/h** [...]. »
- ✓ « Dans le cas où le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement ne respecte pas les critères définis à l'article 11 ci-dessus, les eaux usées traitées sont drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, s'il est démontré, par une étude particulière à la charge du pétitionnaire, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable. »
- ✓ « Les rejets d'eaux usées domestiques, même traitées, sont interdits dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde. En cas d'impossibilité de rejet conformément aux dispositions des articles 11 et 12, les eaux usées traitées conformément aux dispositions des articles 6 et 7 peuvent être évacuées par puits d'infiltration dans une couche sous-jacente, de perméabilité comprise entre 10 et 500 mm/h, dont les caractéristiques techniques et conditions de mise en œuvre sont précisées en annexe 1. Ce mode d'évacuation est autorisé par la commune, au titre de sa compétence en assainissement non collectif, en application du III de l'article L.2224-8 du code général des collectivités territoriales sur la base d'une étude hydrogéologique sauf mention contraire précisée dans l'avis publié au Journal officiel de la République française conformément à l'article 9 ci-dessus. »

Ainsi, il est possible de réaliser un puits d'infiltration pour l'évacuation des **eaux usées traitées** si une étude hydrogéologique prouve l'efficacité de ce système et si les couches sous-jacentes ont une perméabilité comprise entre 10 et 500 mm/h.

B.12.3.2. Elaboration de la carte d'aptitude des sols

Méthode SERP

La carte d'aptitude des sols est basée sur les principes de la méthode SERP. Il s'agit d'une analyse multicritère qui fait intervenir **4 critères caractéristiques de l'aptitude d'un site à l'infiltration**. La combinaison de ces 4 critères permet alors d'attribuer à chaque site étudié une note globale. Les paramètres étudiés sont les suivants :

- ✓ **Sol** : Ce paramètre est apprécié globalement par la perméabilité du sol étudié ;
- ✓ **Eau** : Ce paramètre correspond à la profondeur de la nappe d'eau souterraine la plus proche. Il est également apprécié par la présence de marques physiques régulières preuve de la saturation en eau du sol (hydromorphie) ;
- ✓ **Roche** : Ce paramètre est lié à la profondeur du substratum imperméable (roche mère altérée ou non) ;
- ✓ **Pente** : Ce dernier correspond à la pente naturelle du sol en surface.

La définition des notes par paramètres est réalisée par le biais du tableau ci-après. Les critères retenus pour la notation, sont basés pour la plupart (perméabilité et pente) sur la **NF DTU 64.1** relative aux dispositifs d'assainissement non collectifs.

Ces 4 critères sont classés en fonction de leur rôle dans l'aptitude d'un sol à l'infiltration. Ainsi, les critères **S et E sont considérés comme des critères majeurs** alors que les critères **R et P sont considérés comme des paramètres mineurs**.

Il est alors attribué, par site, une note aux 4 critères. Cette note **varie de 1 à 3** comme suit :

- ✓ 1 = Favorable ;
- ✓ 2 = Moyennement favorable ;
- ✓ 3 = Défavorable.

Tableau 17 : Notations retenues des critères SERP

Caractéristiques	Favorable (1)	Moyennement favorable (2)	Défavorable (3)
Perméabilité du sol (S)	De 30 à 500 mm/h	De 15 à 30 mm/h	< 15 mm/h et > 500 mm/h
Niveau de la nappe et profondeur d'hydromorphie (E)	> 2 m	1 à 2 m	< 1 m
Profondeur du substratum imperméable (R)	> 2 m	1 à 2 m	< 1 m
Pente du terrain en % (P)	< 5 %	5 à 10 %	> 10 %

La combinaison des 3 notes attribuées pour chacun des quatre critères permet de définir pour chaque site étudié un indice de classe SERP. Cet indice est caractéristique de l'aptitude du sol à l'infiltration et est défini à partir des 81 combinaisons possibles, variant de 1.1.1.1 (la plus favorable) à 3.3.3.3 (la plus défavorable).

Afin de permettre une appréciation globale de l'aptitude d'un site à l'infiltration, ces indices sont regroupés en **4 classes d'aptitude**.

Tableau 18 : Classification SERP

Classe SERP	Indice SERP		Appréciation de l'aptitude des sols à l'infiltration
	Majeur	Mineur	
Classe 1 (VERTE)	S E 1 1 <i>Aucune exception</i>	R P 1 ou 2	Site convenable – Pas de contraintes majeures à l'infiltration dans les sols et aucune difficulté de dispersion et de restitution au milieu naturel. L'épuration est assurée de façon convenable sur le sol naturel en place. Système d'épuration envisageable : Tranchée filtrante, tranchée filtrante spécifique pour les terrains en pente (pour les pentes comprises entre 5 et 10 %)
Classe 2 (JAUNE)	S E R P 1 ou 2 <i>Exception pour 2.2.2.2 classé en 3 pour tenir compte des paramètres majeurs S et E</i>		Site convenable dans son ensemble – Quelques difficultés locales de dispersion peuvent être rencontrées (infiltration et restitution au milieu naturel). Mais de manière générale, l'épuration sera bien assurée. Elle pourra nécessiter la mise en œuvre de quelques aménagements mineurs. Système d'épuration envisageable : Tranchée filtrante ou filtre à sables vertical non drainé.
Classe 3 (ORANGE)	S E R P 1 1 3 3 2 2 2 2 <i>Sont classés en 3 les indices contenant un caractère codé 3 et ceux figurant ci-dessus</i>		Site présentant une contrainte majeure (Proximité de la nappe, pente trop élevée, ...etc.) – Sur ces sites, de réelles difficultés de dispersion sont à envisager. Ainsi, des dispositifs en sol substitué pourront être mis en place. Système d'épuration envisageable : Filtre à sable vertical non drainé.
Classe 4 (ROUGE)	<i>Sont classés en 4 les indices contenant au moins 2 caractères codés en 3. Afin de tenir compte des paramètres majeurs et mineurs, les indices suivants sont également classés en 4 : 1.3.R ou P=2, 2.2.R ou P=3, 2.3.R et P quelconques, 3.2.R et P quelconques.</i>		Sites présentant plusieurs contraintes majeures – Sur ces sites, l'infiltration par le sol naturel n'est pas assurément possible. Système d'épuration envisageable : Etude spécifique pour déterminer le process le plus adapté. Des filières aériennes (tertres d'infiltration) seront probablement à prévoir.

Les dispositifs présentés sont donnés à titre informatif. Le dispositif final à mettre en place sera à déterminer au cas par cas par une étude pédologique à la parcelle.

Elaboration de la carte d'aptitude des sols

Les éléments à prendre en compte sont les suivants :

- ✓ Géologie de surface et pédologie ;
- ✓ Aléa de remontée de nappe dans les sédiments ;
- ✓ Relief de la zone.

Le croisement de ces critères et des résultats précédents permettront de définir de grandes unités homogènes sur la commune évaluant la bonne ou mauvaise aptitude des sols à recevoir des installations d'ANC.

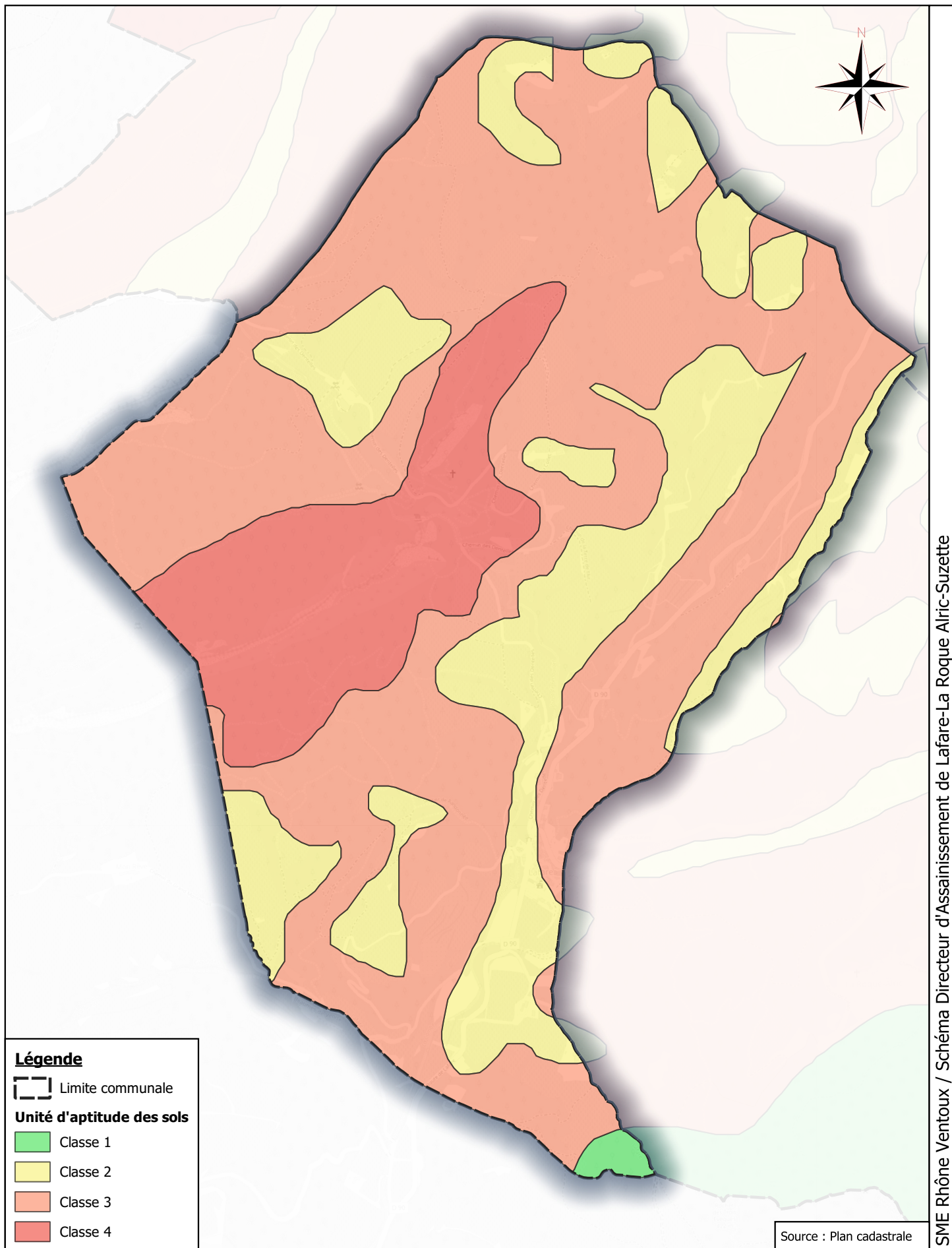
La commune présente des sous-sols à tendance imperméable pouvant varier en fonction de la géologie.

Sur tout le territoire, le niveau de la nappe est bas.

Enfin, le paramètre pente a été évalué suivant les critères du Tableau 17 : Notations retenues des critères SERP. Sur la commune, la majorité du territoire présente des pentes importantes.

Utilisation de la carte d'aptitude des sols

- ✓ Les filières envisagées ne sont pas destinées à la prescription d'équipements parcelle par parcelle mais à proposer les dispositions générales à l'assainissement non collectif par zone ;
- ✓ A l'intérieur d'une zone d'aptitude donnée, il peut exister des parcelles dont les caractéristiques diffèrent avec celles de la zone ;
- ✓ Seule une étude de sol à la parcelle lors du dépôt du permis de construire permettra de dimensionner avec précision le type d'installation d'assainissement non collectif à mettre en œuvre.



SME Rhône Ventoux / Schéma Directeur d'Assainissement de Lafare-La Roque Alric-Suzette



Z.I Bois des Lots
10, Allée des Gonsards
26 130 Saint Paul Trois Châteaux
Téléphone : 04.75.04.78.24

CARTE D'APTITUDE DES SOLS DE LAFARE

Ind. : A	Etabli par: Y.MHAIRA	Approuvé par: G.MORANTE
Plan du 27/06/2024		Codification : 13230081-ER01-ETU-PG-1-042
Nom du fichier : Zonage Ass.qgz		Echelle 1 / 15 000

C. ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

C.1. GENERALITES

Dans le cas où la commune est couverte par une Carte Communale, le Règlement National de l'Urbanisme (RNU) s'applique partiellement. Les définitions des zones d'habitats s'appuient sur les zones constructibles et non constructibles décrites dans la carte communale.

Le RNU constitue le cadre des règles applicables à défaut de document d'urbanisme applicable sur le territoire d'une commune. Le Code de l'Urbanisme définit les modalités d'urbanisation en l'absence de PLU :

- ✓ **Article L. 111-3** : « En l'absence de plan local d'urbanisme, de tout document d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, les constructions ne peuvent être autorisées que dans les parties urbanisées de la commune. »
- ✓ **Article L. 111-4** : « Peuvent toutefois être autorisés en dehors des parties urbanisées de la commune :
 - 1° L'adaptation, le changement de destination, la réfection, l'extension des constructions existantes ou la construction de bâtiments nouveaux à usage d'habitation à l'intérieur du périmètre regroupant les bâtiments d'une ancienne exploitation agricole, dans le respect des traditions architecturales locales ;
 - 2° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées, à la réalisation d'aires d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage, à la mise en valeur des ressources naturelles et à la réalisation d'opérations d'intérêt national ;
 - 2° bis Les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production et dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées. Ces constructions et installations ne peuvent pas être autorisées dans les zones naturelles, ni porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. L'autorisation d'urbanisme est soumise pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;
 - 3° Les constructions et installations incompatibles avec le voisinage des zones habitées et l'extension mesurée des constructions et installations existantes ;
 - 4° Les constructions ou installations, sur délibération motivée du conseil municipal, si celui-ci considère que l'intérêt de la commune, en particulier pour éviter une diminution de la population communale, le justifie, dès lors qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à la salubrité et à la sécurité publiques, qu'elles n'entraînent pas un surcroît important de dépenses publiques et que le projet n'est pas contraire aux objectifs visés à l'article L. 101-2 et aux dispositions des chapitres I et II du titre II du livre Ier ou aux directives territoriales d'aménagement précisant leurs modalités d'application. »

En l'absence de dispositions spécifiques associées au raccordement des secteurs aux différents réseaux et notamment au réseau d'assainissement, le zonage de l'assainissement présenté ci-après distingue les zones suivantes :

- ✓ Les zones constructibles, zone C,
- ✓ Les zones non constructibles, zone NC.



A noter que la présente notice et le zonage d'assainissement associé visent à définir les zones d'assainissement collectif et les zones relevant de l'assainissement non collectif en application de l'article L. 2224-10 du CGCT, mais n'ont pas vocation à définir les zones urbanisées ou non sur le territoire communal au titre des articles L. 111-3 et suivants du Code de l'Urbanisme.

C.2. MISE EN PLACE D'UNE FILIERE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les chiffrages d'extensions des réseaux d'assainissement collectif sont à comparer au coût moyen hors taxe, pose comprise, d'un dispositif complet d'assainissement non collectif avec fosse toutes eaux et massif filtrant :

- ✓ Filières classique : 8 000 € HT par installation,
- ✓ Filtre à sable non drainé : 9 000 € HT par installation,
- ✓ Dans un contexte défavorable (fortes contraintes d'espace, de topographie, de nature ou d'occupation des sols, de milieu récepteur, ...), ces coûts peuvent dépasser 10 000 € HT par installation.

Ces prix sont donnés à titre d'information et ont pour objet de comparer les hypothèses de gestion des effluents.

Il est important de rappeler qu'une étude de sol spécifique (tests de perméabilité, analyse des contraintes du sol, ...) est nécessaire au choix de la filière d'assainissement non collectif retenue.

C.3. ZONE D'HABITAT CONSTRUCTIBLE

Par la proximité des habitats dans la zone constructible, cette dernière est considérée comme zone habitat dense au sens du RNU.

Les caractéristiques de cette zone sont définies ci-après :

- ✓ **Configuration de l'habitat** : Zone constructible (d'après Carte Communale) : terrains situés dans le vieux village ainsi que des modestes extensions récentes restant toujours à proximité du village ancien.
- ✓ **Assainissement actuel** : Les habitations et activités existantes sur la zone constructible sont majoritairement toutes raccordées au réseau d'assainissement collectif. Une installation d'assainissement non collectif est située dans la zone constructible.
- ✓ **Extensions étudiées** : Une extension est étudiée afin de raccorder une habitation au réseau collectif.
- ✓ **Zonage d'assainissement** : Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est **l'assainissement collectif et projeté.**

C.4. ZONES D'HABITAT NON CONSTRUCTIBLE

Par l'éloignement des habitats existants dans la zone non constructible, cette dernière est considérée comme zone habitat diffus au sens du RNU.

Les caractéristiques de cette zone sont définies ci-après :

- ✓ **Configuration de l'habitat** : Zone non constructible (d'après Carte Communale). Cette zone est à l'extérieure du centre du village. Les habitations présentes sont en ANC.
- ✓ **Assainissement actuel** : Plusieurs habitations se trouvent dans la zone non constructible. Elles ne sont actuellement pas raccordées au réseau collectif et possèdent un système de traitement autonome dont l'état pour certaines est inconnu (54%), conforme (21%), et non conforme (17%).
- ✓ **Extensions étudiées** : Aucun groupement d'installations suffisant ne se trouvant actuellement dans cette zone, aucune extension n'est prévue.
- ✓ **Zonage d'assainissement** : Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est **l'assainissement non-collectif sauf si le réseau public d'assainissement est situé en limite d'unité foncière.**

C.5. SYNTHÈSE DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

La synthèse du zonage par zone de densité des habitats est présentée ci-après. A noter que le plan de zonage de l'assainissement est disponible en partie F de la présente notice.

Tableau 19 : Critères d'assainissement retenues des zones d'habitat

Zone d'habitat selon RNU	Zone d'habitat selon Carte Communale	Type d'assainissement retenu
Habitat dense	Zone constructible	Assainissement collectif et projeté
Habitat diffus	Zone non constructible	Assainissement non collectif (sauf si le réseau public d'assainissement passe en limite d'unité foncière)

D. DISPOSITIONS DECOULANT DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

D.1. ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

D.1.1. Obligation de raccordement

L'obligation de raccordement au réseau d'assainissement collectif est définie au travers des articles du Code de la Santé Publique suivants :

- ✓ **Article L. 1331-1 :** « *Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte. [...] Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article « L. 2224-12-2 » du code général des collectivités territoriales. [...] »*
- ✓ **Article L. 1331-8 :** « *Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7-1, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal ou le conseil de la métropole de Lyon dans la limite de 400 %. Cette somme n'est pas recouvrée si les obligations de raccordement prévues aux mêmes articles L. 1331-1 à L. 1331-7-1 sont satisfaites dans un délai de douze mois à compter de la date d'envoi de la notification de la pénalité. Les conditions dans lesquelles sont instituées, recouvrées et affectées les sommes mentionnées au premier alinéa sont déterminées par décret en Conseil d'Etat. »*

D.1.2. Conditions de raccordement

D.1.2.1. Les catégories d'eaux admises au déversement

Le réseau d'assainissement collecte les eaux usées domestiques, comprenant les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilettes, ...) et les eaux-vannes (urines et matières fécales).

Il est cependant formellement interdit de déverser dans le réseau d'assainissement :

- ✓ Le contenu des fosses septiques ;
- ✓ L'effluent des fosses septiques ;
- ✓ Les ordures ménagères ;
- ✓ Les huiles usagées et graisses ;
- ✓ Les eaux pluviales.

D'une façon générale, tout corps solide ou susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau. Les restaurants et les cuisines collectives doivent être équipés de bacs dégraisseurs régulièrement entretenus.

Le déversement d'eaux usées industrielles doit être encadré par une autorisation de déversement donnant lieu si nécessaire à une **convention spéciale de déversement** passée entre le service assainissement et l'établissement industriel.

D.1.2.2. Les branchements

Selon le règlement de service Rhône Ventoux, le branchement comprend les éléments suivants :

- ✓ Un ouvrage dit « regard de branchement » pour le contrôle et l'entretien de celui-ci, placé à proximité de la limite entre le domaine public et la propriété privé ; ce regard doit être visible et accessible ;
- ✓ Une canalisation de branchement, qui peut être située tant en domaine public qu'en la propriété privée ;
- ✓ Un dispositif de raccordement au réseau public.

La réglementation en vigueur concernant les branchements est définie dans les articles du Code de la Santé Publique suivants :

✓ **Article L. 1331-2 :**

« Lors de la construction d'un nouveau réseau public de collecte ou de l'incorporation d'un réseau public de collecte pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique, la commune peut exécuter d'office les parties des branchements situées sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte, la commune peut se charger, à la demande des propriétaires, de l'exécution de la partie des branchements mentionnés à l'alinéa précédent.

Ces parties de branchements sont incorporées au réseau public, propriété de la commune qui en assure désormais l'entretien et en contrôle la conformité.

La commune est autorisée à se faire rembourser par les propriétaires intéressés tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux, diminuées des subventions éventuellement obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux, suivant des modalités à fixer par délibération du conseil municipal. »

✓ **Article L. 1331-4 :**

« Les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L. 1331-1. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires. »

✓ **Article L. 1331-5 :**

« Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. »

Si le raccordement n'est pas possible gravitairement, il appartient au propriétaire de mettre en place à ses frais un poste de relèvement individuel/privé.

D.1.2.3. Contrôle des branchements

Le service d'assainissement peut être amené à effectuer, chez tout usager du service, tout prélèvement ou contrôle qu'il estimerait utile. Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour l'application de cette disposition. Si les rejets ne sont pas conformes, les frais de contrôle et d'analyse occasionnés seront à la charge de l'utilisateur.

La commune peut exiger du propriétaire qu'il remédie aux malfaçons ou aux erreurs constatées et, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables.

D.1.2.4. Redevance d'assainissement

L'utilisateur domestique raccordé à un réseau public d'évacuation des eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement défini dans le Code Général des Collectivités Territoriales :

✓ Article R. 2224-19 :

« Tout service public d'assainissement, quel que soit son mode d'exploitation, donne lieu à la perception de redevances d'assainissement établies dans les conditions fixées par les articles R. 2224-19-1 à R. 2224-19-11. »

D.1.2.5. Participation financière des immeubles soumis à l'obligation de raccordement

La participation financière des immeubles soumis à l'obligation de raccordement est définie dans l'article du Code de la Santé Publique suivant :

✓ Article L. 1331-7 :

« Les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées en application de l'article L. 1331-1 peuvent être astreints par la commune, la métropole de Lyon, l'établissement public de coopération intercommunale ou le syndicat mixte compétent en matière d'assainissement collectif, pour tenir compte de l'économie par eux réalisée en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire ou la mise aux normes d'une telle installation, à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif.

Toutefois, lorsque dans une zone d'aménagement concerté créée en application de l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme, l'aménageur supporte tout ou partie du coût de construction du réseau public de collecte des eaux usées compris dans le programme des équipements publics de la zone, la participation pour le financement de l'assainissement collectif est diminuée à proportion du coût ainsi pris en charge.

Cette participation s'élève au maximum à 80 % du coût de fourniture et de pose de l'installation mentionnée au premier alinéa du présent article, diminué, le cas échéant, du montant du remboursement dû par le même propriétaire en application de l'article L. 1331-2.

La participation prévue au présent article est exigible à compter de la date du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires.

Une délibération du conseil municipal, du conseil de la métropole de Lyon ou de l'organe délibérant de l'établissement public détermine les modalités de calcul de cette participation. »

D.1.2.6. Précisions

En zone d'assainissement collectif, la position des habitations par rapport au réseau collectif d'eaux usées peut conduire, dans certains cas de figure, à la mise en place d'un poste de refoulement en domaine privé. **Celui-ci est à la charge des propriétaires.**

Les propriétaires des habitations situées en zone d'assainissement non collectif peuvent demander à la collectivité le raccordement au réseau collectif d'eaux usées. La collectivité est libre d'accéder ou non à cette demande et d'effectuer les travaux.

D.2. ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

D.2.1. Service public d'assainissement non collectif (SPANC)

La gestion du Service Public d'Assainissement Non collectif (SPANC) est une compétence du Syndicat mixte des eaux Rhône Ventoux.

D.2.2. Prescriptions techniques attachées aux dispositifs d'assainissement non collectif

D.2.2.1. Recommandations générales

Les terrains de recouvrement des dispositifs de traitement doivent rester hors circulation et ne pas être plantés d'arbres ou arbustes (en raison des dommages causés par les systèmes racinaires).

L'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 26 février 2021 précise que les installations d'assainissement individuelles devront être situées à une distance minimale de **35 m des captages d'eau déclarés utilisés pour l'alimentation humaine.**

Les eaux pluviales ne doivent pas être raccordées aux dispositifs d'assainissement non collectif.

D.2.2.2. Prétraitement

La **fosse septique toutes eaux** est un dispositif de prétraitement qui reçoit toutes les eaux usées domestiques.

D.2.2.3. Traitement

Le traitement des eaux en sortie de fosse septique est obligatoire. L'épuration est réalisée par infiltration dans un ouvrage adapté aux conditions du terrain et au volume d'eau à épurer.

Les **principales filières classiques** sont les **tranchées d'épandage** dans le sol en place, de **lits filtrants non drainés (filtres à sable)**, ou de **lits filtrants drainés à flux vertical**.

L'arrêté du 27 avril 2012 indique par ailleurs que les eaux usées domestiques peuvent être traitées par des **installations composées de dispositifs agréés par les ministères** en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement, selon des modalités décrites à l'article 8 de l'arrêté susmentionné.

Ces installations (parmi lesquelles des procédés de type micro-station, filtre compact, ...) sont généralement dimensionnées sur la base d'une pièce principale = un équivalent-habitant.

L'implantation des dispositifs de traitement doit respecter une distance minimale de 35 m par rapport à un captage déclaré d'eau potable, et de préférence à 5 m par rapport aux habitations (10 à 15 m pour certaines filières : lits plantés, ...), 3 m par rapport aux limites de propriété, et 3 m par rapport à tout arbre.



Filières classiques

■ Tranchées d'infiltration à faible profondeur (sol en place) :

Le sol en place est utilisé comme système épurateur et comme moyen dispersant. Les longueurs de tranchées sont définies en fonction de la capacité d'infiltration des eaux par le sol. L'épandage souterrain est réalisé par l'intermédiaire de drains d'épandage placés dans un ensemble de tranchées.

- Bases de dimensionnement pour 5 pièces principales :
45 ml de tranchées filtrantes ;
10 ml de tranchées par pièce supplémentaire ;
Dans le cas de sols peu perméables, le dimensionnement de ces tranchées doit être revu à la hausse.
- Caractéristiques principales :
Profondeur de tranchée : 0,60 à 1 m sous la surface du sol. Le fond de fouille doit être horizontal ;
Largeur de tranchée : 0,50 m minimum ;
Longueur de tranchée : 30 m maximum. Il est préférable d'augmenter le nombre des tranchées plutôt que de les rallonger ;
Espacement entre tranchées : 1,50 m au minimum.

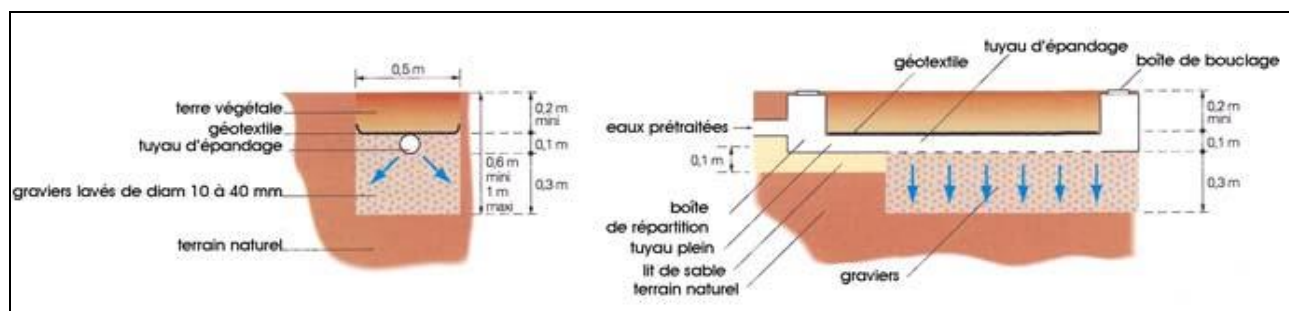


Figure 25 : Schéma d'une tranchée d'infiltration (source : Landru.fr)

■ Tranchées d'infiltration en terrain pentu (pente supérieure à 5 %) :

Les tranchées d'infiltration doivent être horizontales et peu profondes, réalisées perpendiculairement à la plus grande pente. Les bases de dimensionnement sont identiques à celles des tranchées d'infiltration à faible profondeur.

- Caractéristiques principales :
Quelques différences avec les tranchées classiques sont à signaler :
Les tranchées sont séparées par une distance minimale de 3 m de sol naturel, soit 3,5 m d'axe en axe, et ont une profondeur comprise entre 0,60 et 0,80 m ;
Malgré la pente, l'eau ne doit pas avoir de chemin préférentiel dans l'épandage. Le départ de chaque tuyau plein du regard de répartition est horizontal sur au moins 0,50 m.

■ **Filtre à sable vertical non drainé :**

Dans le cas d'un sol de caractéristiques inappropriées, un sable adapté (siliceux, lavé, et respectant un fuseau granulométrique précis) se substitue au sol en place pour recevoir et traiter les effluents prétraités.

- Bases de dimensionnement pour 5 pièces principales :
25 m² de surface, (20 m² si moins de 5 pièces) ;
5 m² par pièce principale supplémentaire.
- Caractéristiques principales :
Le fond du filtre à sable doit être horizontal et se situer entre 1,10 m minimum et 1,60 m maximum sous le terrain naturel ;
Le filtre à sable doit avoir, au minimum, une largeur de 5 m et une longueur de 4 m ;
Si le sol est fissuré, le fond de fouille devra être recouvert d'un géotextile, ou mieux, d'une géogrille.

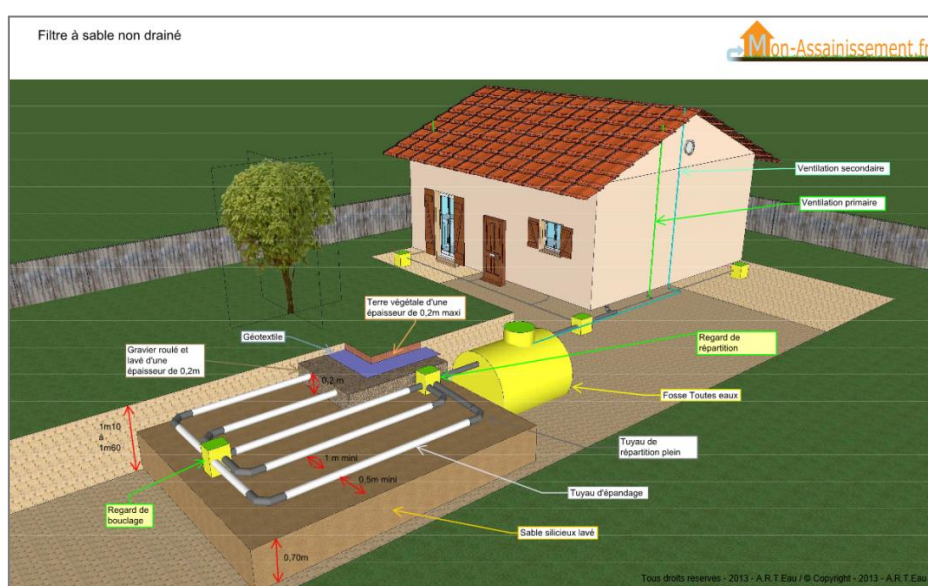


Figure 26 : Schéma d'un filtre à sable vertical non drainé (source : fosse-septique-toutes-eaux.mon-assainissement.fr)

■ **Filtre à sable vertical drainé :**

Le principe est globalement similaire au filtre à sable non drainé, hormis que les effluents traités sont repris par des drains disposés en fond de massif filtrant et sont évacués vers des tranchées d'infiltration-dispersion, un puits d'infiltration (après autorisation de la collectivité sur la base d'une étude hydrogéologique) ou un milieu hydraulique superficiel (après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur). Les bases de dimensionnement sont identiques à celles du filtre à sable non drainé.

- Caractéristiques principales :
Fond du filtre : horizontal, entre 1,20 m minimum et 1,70 m maximum sous le terrain naturel,
Si le milieu souterrain est vulnérable (nappe et sol fissuré par exemple), mettre un film imperméable en fond de fouille, remontant sur les parois verticales.

■ **Tertre d'infiltration :**

Le principe est globalement similaire au filtre à sable non drainé. Le tertre est utilisé lorsque la nappe d'eau souterraine est proche de la surface (ou également en cas de substratum rocheux à faible profondeur). Le lit filtrant est réalisé au-dessus du sol

existant. Il peut s'appuyer sur une pente, être en partie enterré, ou totalement hors sol, avec en général la nécessité de mettre en place un poste de relevage des effluents prétraités si l'habitation n'est pas en surplomb du tertre.

- **Bases de dimensionnement pour 5 pièces principales :**

Pour une perméabilité comprise entre 30 et 500 mm/h :

- 60 m² si perméabilité du sol en place comprise entre 30 et 500 mm/h,
- 20 m² par pièce supplémentaire,

Pour une perméabilité comprise entre 15 et 30 mm/h :

- 90 m² si perméabilité du sol en place comprise entre 15 et 30 mm/h,
- 30 m² par pièce supplémentaire.

A noter que les dimensions du sommet du tertre sont les mêmes que celles du filtre à sable drainé.

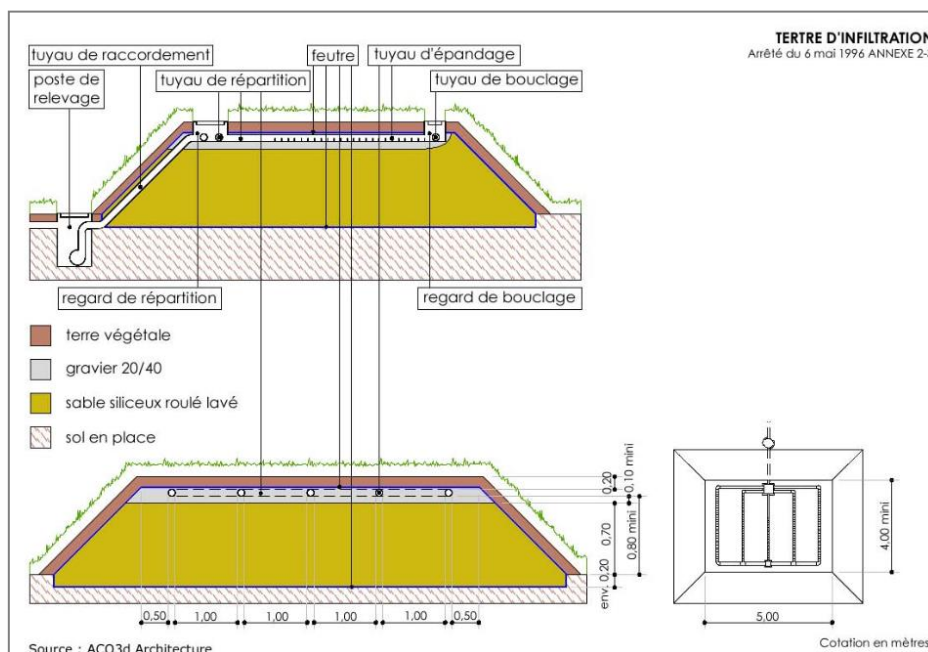


Figure 27 : Schéma d'un tertre d'infiltration (source : spanc-cinor.re)



Filières agréées

Le traitement des eaux usées domestiques peut également être réalisé par des dispositifs agréés par les ministères en charge de la santé et de l'écologie, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques sur la santé et l'environnement. Le choix de ce type de filière ne dispense toutefois pas d'une étude hydrogéologique à la parcelle pour définir le dimensionnement des systèmes d'évacuation/infiltration et le degré de perméabilité du sol en place. Seuls les dispositifs agréés par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement seront acceptés. Une installation non agréée sera jugée non conforme ou reconnue comme simple système de prétraitement.

- **Les filières compactes :**

Ces dispositifs sont préconisés lorsque la surface disponible n'est pas suffisante pour une filière traditionnelle ou que le sol présente une perméabilité inférieure à 15mm/h (les sols argileux ou imperméables). C'est l'équivalent d'un lit filtrant vertical drainé.

Tout comme une filière d'assainissement non collectif dite « classique », une filière compacte est initialement conçue pour traiter les effluents domestiques d'une habitation qui ne bénéficie pas de l'assainissement collectif.

Placé dans une coque étanche, une matière granuleuse épuratrice (type zéolithe ou coco) reproduit les mécanismes épuratoires du sable. Grâce à une forte capacité d'absorption

des effluents, les espaces libres entre les éléments granulaires favorisent une oxygénation des microorganismes aérophiles qui réalisent une épuration plus efficace. De ce fait, les filières compactes peuvent se permettre de réduire leur dimensionnement.

■ **Les microstations :**

Les microstations d'épuration biologiques ont pour principal avantage de réaliser la totalité des étapes du prétraitement et du traitement au sein d'un seul et unique dispositif ou unité étanche qu'elles constituent. Ainsi, un seul et même compartiment assure une phase de prétraitement par décantation primaire, une phase traitement par bioréaction et une phase de décantation secondaire et de clarification. Ces deux dernières phases peuvent être effectuées à l'intérieur de deux cuves ou compartiments bien distincts ou réunies dans un seul compartiment avec une temporisation horaire.

■ **Les filtres plantés de roseaux :**

Un système de filtration par un lit planté de roseaux est un procédé biologique basé sur la percolation de l'eau usée. Ce procédé consiste à faire circuler gravitairement les effluents domestiques au travers de massifs filtrants contenus dans des bassins successifs aménagés en paliers et colonisés par des bactéries qui assurent l'activité épuratoire. Ces massifs filtrants sont composés de minéraux et de végétaux. Ce système de traitement n'est pas reconnu par la norme 12566.

■ **Liste des dispositifs agréés par publication au journal officiel :**

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiés au Journal Officiel de la République Française par avis conjoint du ministre chargé de l'écologie et du ministre chargé de la santé en vue de l'information du consommateur et des opérateurs économiques. La liste complète est consultable à l'adresse suivante :

www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr

D.2.2.4. Entretien des installations

L'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif autonome est un élément prépondérant de leur bon fonctionnement. Les justifications de ces opérations doivent être fournies aux agents du SPANC. L'entretien porte essentiellement sur les dispositifs effectuant le prétraitement des effluents présentés ci-après.

Tableau 20 : Entretien préconisé à effectuer

Equipement	Objectif de l'entretien	Action d'entretien	Périodicité
Fosse toutes eaux	Eviter tout entraînement ou tout débordement des boues et des flottants	Vidange	Conseillée au moins tous les 4 ans
Bac dégraisseur	Eviter toute obstruction, sortie de graisse ou de matières sédimentaires	Nettoyage, vidange, curage	Au moins tous les 6 mois

D.2.3. Délais de mise en conformité dans les zones à enjeux sanitaires

Les délais de mise en conformité des installations d'assainissement non collectif sont les suivants :

Tableau 21 : Délais de mise en conformité des installations d'ANC définis dans l'arrêté du 27 avril 2012

Problèmes constatés sur l'installation	Zones à enjeux sanitaires ou environnementaux		
	Non	Oui	
		Enjeux sanitaires	Enjeux environnementaux
Absence d'installation	Non-respect de l'article L. 1331-1-1 du Code de la Santé Publique : Mise en demeure de réaliser une installation conforme, Travaux à réaliser dans les meilleurs délais.		
Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes) ;	Installation non conforme Danger pour la santé des personnes		
Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation ;	Article 4 – cas a)		
Implantation à moins de 35 m en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution.	Travaux obligatoires sous 4 ans, Travaux dans un délai de 1 an si vente.		
Installation incomplète ; Installation significativement sous dimensionnée ; Installation présentant des dysfonctionnements majeurs.	Installation non conforme Article 4 – cas c) Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme Danger pour la santé des personnes Article 4 – cas a) Travaux obligatoires sous 4 ans Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme Risque environnemental avéré Article 4 – cas b) Travaux obligatoires sous 4 ans Travaux dans un délai de 1 an si vente
Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs.	Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation.		

E. PROGRAMME DE TRAVAUX

E.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

E.1.1. Travaux prévus dans le cadre du schéma directeur mené sur la commune

Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Usées (Cabinet Merlin – 2024)

Dans le cadre du SDAEU de Lafare, un diagnostic a été réalisé sur le réseau de la commune. Afin de résoudre les anomalies observées, un programme de travaux a été établi. Celui-ci vise l'amélioration du fonctionnement du réseau et la sécurité des ouvrages. Il permettra la protection des milieux.

La campagne de mesure a mis en avant l'entrée d'eaux claires parasites météoriques sur le secteur Sud de Lafare (400 m²) : localisation entrée de STEU. Des tests à la fumée sont proposés afin de d'identifier les anomalies provoquant de telles intrusions d'eaux.

Il est préconisé l'entretien des canalisations avec l'observation d'un dépôt de graisse. Lors de la visite d'ouvrage il est apparu que le PR est régulièrement curé dû à la graisse. La réalisation d'une enquête préalable à l'établissement d'une convention de rejet avec les établissements rejetant ces graisses est conseillée.

Le récapitulatif des travaux proposés est présenté dans le Tableau 22.

Tableau 22 : Programme de travaux – Lafare

Opération	Priorité	Coût hors subventions	Source(s)	Gains potentiels ou apports associés	Nature du réseau concerné	Priorité 1 (2025 - 2027)	Priorité 2 (2028 - 2032)	Priorité 3 (>2032)
<i>Reprises d'anomalies - Entretien</i>								
Entretien réseau et mesures complémentaires	2	pm	ITV 2024	Nettoyage des réseaux - Dépôt de graisse	PVC DN200	-	pm	-
Sous total - Reprises d'anomalies - Entretien		pm			-	pm	0 € HT	0 € HT
<i>Correction ECPM</i>								
Investigations tests à la fumée - Sud Lafare	2	2 100 € HT	Campagne de mesures Phase 2	Identification des surfaces actives sur 882 ml	-	-	2 100 € HT	-
Investigations tests à la fumée - Nord Lafare	2	1 100 € HT	Campagne de mesures Phase 2	Identification des surfaces actives sur 317 ml	-	-	1 100 € HT	-
Sous total - Correction ECPM		3 200 € HT			-	0 € HT	3 200 € HT	0 € HT
<i>Opérations diverses</i>								
Mise en sécurité de la STEP	2	600 € HT	Visite de Phase 1	Sécurisation de l'ouvrage : réparation clôture	-	-	600 € HT	-
Géoréférencement des réseaux	2	7 500 € HT	-	Amélioration de la connaissance des réseaux et identifications de potentielles anomalies	45 regards EU et 53 branchements	-	7 500 € HT	-
Diagnostic RSDE	3	pm	ITV 2024	Réglementer les rejets d'eaux traitées - Protection du milieu	-	-	-	pm
Enquête branchements	2	pm	Phase 1 et Phase 2		-	-	pm	-
Réhabilitation collecteur route de Suzette par reprise intégrale	2	99 500 € HT		Réhabilitation du réseau suite aux résultats des ITV	DN 200	-	99 500 € HT	-
Réhabilitation collecteur route de la Roque-Alric par chemisage	2	29 500 € HT	-	Réhabilitation du réseau suite aux résultats des ITV	DN 200	-	29 500 € HT	-
Sous total - Opérations diverses		137 100 € HT			-	0 € HT	137 100 € HT	0 € HT
TOTAL PROGRAMME DE TRAVAUX		140 300 € HT		-		0 € HT	140 300 € HT	0 € HT

E.1.2. Extensions de réseau dans le cadre du zonage d'assainissement

Le foyer 085697 n'est pas raccordé au réseau sur le chemin des dentelles. Les habitations voisines sont raccordées par le réseau qui passe à proximité. Or cette habitation est dans la zone constructible déterminée par la carte communale.

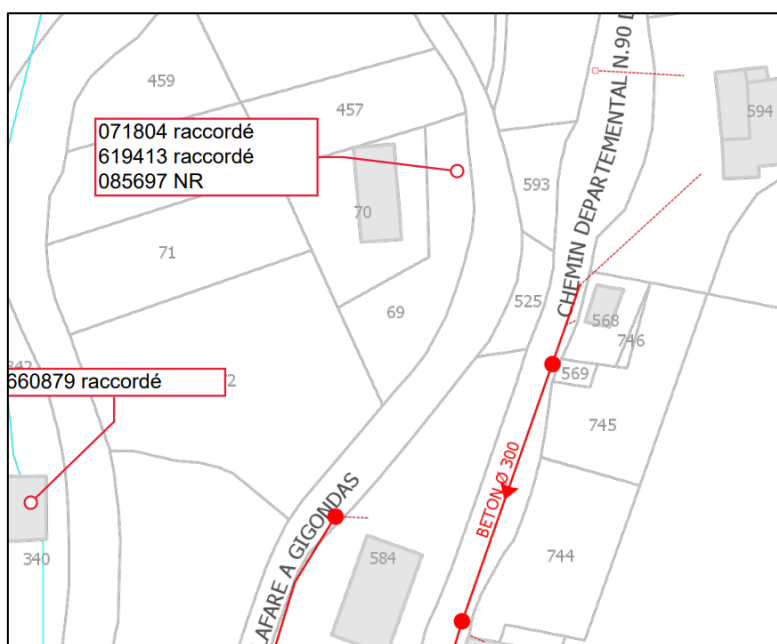


Figure 28 : Raccordement habitations – Lafare (Suez 2022)

Le raccordement englobe la pose d'une boîte de branchement ainsi que le piquetage sur le réseau.

✓ Contrainte à l'assainissement collectif

Tableau 20 : Évaluation des contraintes raccordement habitation 085697

Contrainte	Note	Remarques
Accès	1	Réseau sous route accessible étroite
Foncier	0	Domaine public
Trafic	1	Communale – accès habitations isolées
Profondeur	0	-
Nappe	0	Risque faible de remontée de nappe
Route	1	Communale - accès habitations isolées
Amiante	0	-
Roche	0	-
Total	3	-

✓ Estimation du montant financier – Assainissement collectif

Tableau 23 : Estimation du coût de l'opération « raccordement habitation » - Chemin des dentelles

Opération	Coût estimé
Travaux <i>Travaux préparatoires (installation de chantier, circulation alternée, ...)</i> <i>Ouverture route, piquetage, pose boîte de branchement</i>	3 000 € HT
Aléas, études et frais divers (20%)	2 500 € HT
Total	5 500 € HT

Compte tenu du coût du raccordement et des contraintes vis-à-vis de celle-ci, **il est conseillé le passage de la zone en assainissement collectif.**

E.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

E.2.1. Réhabilitation des dispositifs non conformes

Sur les zones d'assainissement non collectif, la diminution des rejets diffus dans le milieu naturel passe par la réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif présentant des dysfonctionnements ou non conformes à la réglementation. Il est notamment primordial de supprimer tous les rejets directs dans les cours d'eau et dans les sols (avec ou sans prétraitement en fosse septique ou toutes eaux).

Les installations révélées non conformes devront ainsi faire l'objet, après contrôles, de **travaux correctifs selon un délai fixé par le SPANC**.

E.2.2. Mises en conformité

Les frais de mise en conformité des installations sont à **la charge des propriétaires**.

Les délais sont décrits en section D.2.3.

E.2.3. Investissements

Les frais d'investissement et d'amortissement des installations sont à la charge des propriétaires.

Le coût moyen hors taxe, pose comprise, d'un dispositif complet avec fosse toutes eaux et massif filtrant est estimé de **8 000 à 10 000 € HT** (filières classiques de type épandage ou filtre à sable non drainé).

Dans un contexte défavorable (fortes contraintes d'espace, de topographie, de nature ou d'occupation des sols, de milieu récepteur, ...), ces coûts peuvent aller jusqu'à **15 000 € HT** par installation.

E.2.4. Entretien

L'entretien recouvre essentiellement la vidange de la fosse toutes eaux, mais aussi celle du bac à graisse et autres opérations telles que le nettoyage ou le remplacement du matériau du préfiltre et le curage de certaines canalisations.

A titre indicatif, la vidange d'une fosse septique ou d'une fosse toutes eaux, qui doit être réalisée au moins tous les 4 ans, ou lorsque la fosse est remplie à 50 %, se situe dans une fourchette de **300 à 600 € TTC par opération**.

A noter que les fréquences d'entretien seront beaucoup plus rapprochées dans le cas de certaines filières agréées (microstations, ...).

F. PLAN DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Légende

Cadastre

- Batiment
- Parcelle
- Limite communale

Réseau d'assainissement des eaux usées

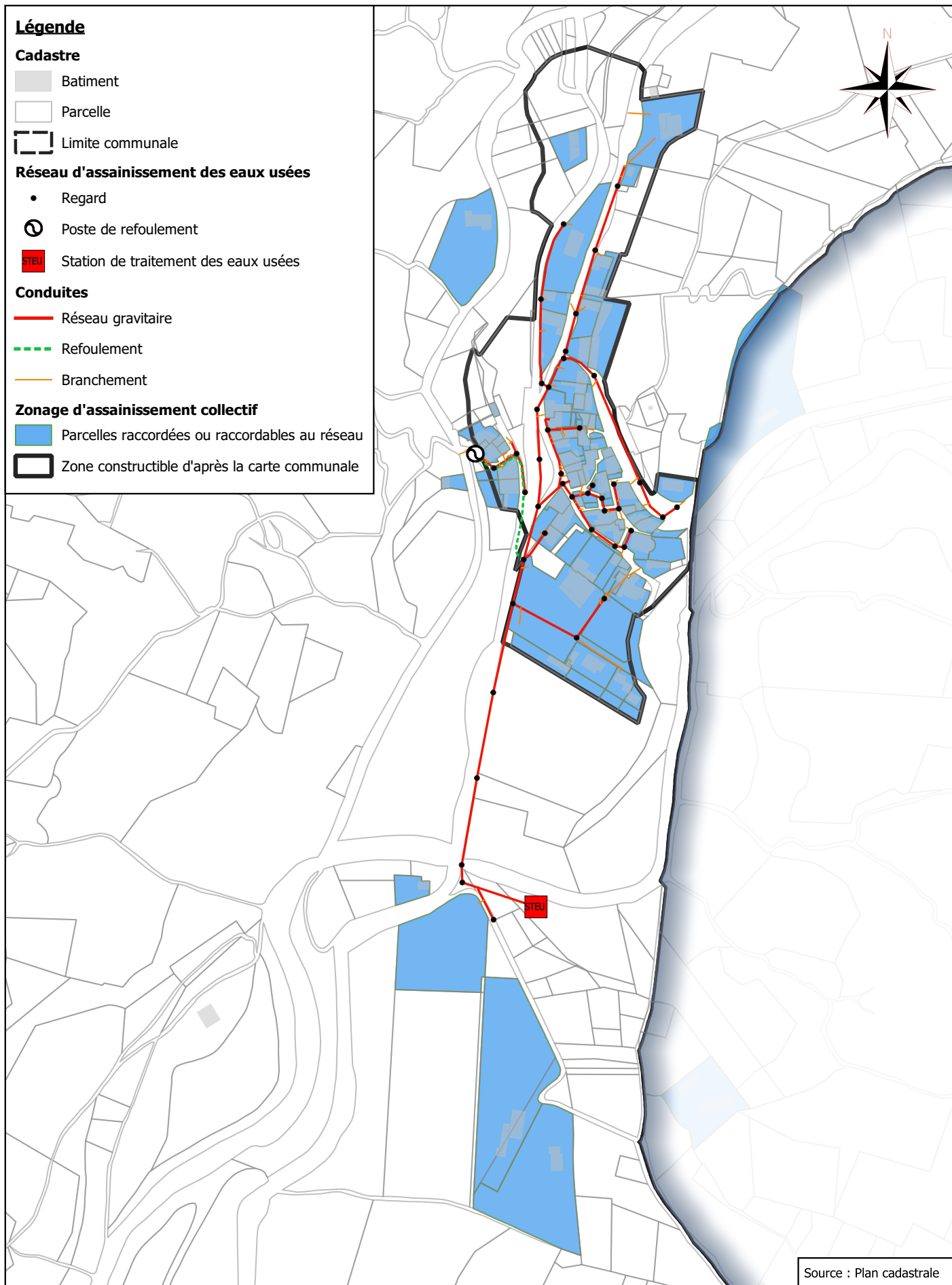
- Regard
- Poste de refoulement
- STEU Station de traitement des eaux usées

Conduites

- Réseau gravitaire
- Refoulement
- Branchement

Zonage d'assainissement collectif

- Parcelles raccordées ou raccordables au réseau
- Zone constructible d'après la carte communale



SME Rhône Ventoux / Schéma Directeur d'Assainissement de Lafare-La Roque Alric-Suzette



Z.I Bois des Lots
10, Allée des Gonsards
26 130 Saint Paul Trois Châteaux
Téléphone : 04.75.04.78.24

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES SUR LA COMMUNE DE LAFARE

Ind. : B	Etabli par: A.JACQUIN	Approuvé par: G.MORANTE
Plan du 18/03/2025		Codification : 13230081-ER01-ETU-PG-1-039
Nom du fichier : Zonage Ass.qgz		Echelle 1 / 3 500



**SYNDICAT MIXTE DES EAUX
RHÔNE- VENTOUX**

595 Chemin de l'Hippodrome – CS10022
84201 CARPENTRAS cedex

POUR LA COMMUNE DE LAFARE

ANNEXE SANITAIRE



**DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE DU
ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA
COMMUNE DE LAFARE**

PIECE 3 – CADRE REGLEMENTAIRE



SUIVI DU DOCUMENT :
13230081-ER1-ETU-ME-1-054

Indice	Établi par :	Approuvé par :	Le :	Objet de la révision :
A	G.MORANTE	G.DURANCEAU	05/01/2025	Version initiale

SOMMAIRE

A. OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE.....	4
B. CONDITIONS GENERALES DE L'ENQUETE PUBLIQUE.....	5
C. DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE	6
C.1. Désignation du commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête	6
C.2. Organisation de l'enquête	6
C.3. Heures et jours de l'enquête	7
C.4. Publicité de l'enquête	7
C.5. Observations, propositions et contre-propositions du public.....	8
C.6. Communications de documents à la demande du commissaire enquêteur.....	8
C.7. Audition de personnes par le commissaire enquêteur	9
C.8. Réunion d'information et d'échanges avec le public.....	9
C.9. Clôture de l'enquête	10
C.10. Rapport et conclusions	10
C.11. Approbation du zonage d'assainissement	11
C.12. Modalité de financement des extensions.....	11

A. OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE

L'article **L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)** (modifié par LOI n°2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 240 puis Déplacé par Ordonnance n°2022-1611 du 22 décembre 2022 - art. 2) stipule que « *Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :*

- ✓ **1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;**
- ✓ **2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;**
- ✓ **3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;**
- ✓ **4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.»**

L'article R.2224-8 du CGCT (Modifié par Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 9) stipule que « *l'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du Code de l'Environnement* ».

L'article R.2224-9 du CGCT (Modifié par Décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007 - art. 1 JORF 13 septembre 2007) précise que « *le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé* ».

B. CONDITIONS GENERALES DE L'ENQUETE PUBLIQUE

L'enquête publique est **ouverte et organisée par le président du Syndicat Mixte des Eaux de la région Rhône Ventoux** et se déroule dans les conditions prévues par les articles L.123-1 à L.123-19 et L.126-1 ainsi que les articles R.123-1 à R.123-24 du Code de l'Environnement (Modifié par Décret n°2024-742 du 6 juillet 2024).

C. DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE

C.1. DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR OU D'UNE COMMISSION D'ENQUETE

Article R123-5 du Code de l'Environnement (Modifié par Décret n°2024-742 du 6 juillet 2024 - art. 7) :

« L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête saisit, en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête le président du tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de cette autorité et lui adresse une demande qui précise l'objet de l'enquête ainsi que la période d'enquête proposée, et comporte le résumé non technique ou la note de présentation mentionnés respectivement aux 1° et 2° de l'article R. 123-8 ainsi qu'une copie de ces pièces sous format numérique. Elle en informe sans délai le responsable du projet, plan ou programme.

Le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui à cette fin désigne dans un délai de quinze jours un commissaire enquêteur ou les membres, en nombre impair, d'une commission d'enquête parmi lesquels il choisit un président. Il désigne également un ou plusieurs suppléants au commissaire enquêteur ou aux membres de la commission d'enquête, qui remplacent le titulaire en cas d'empêchement et exercent alors leurs fonctions jusqu'au terme de la procédure.

Lorsque l'empêchement du commissaire enquêteur titulaire est constaté par le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui, le suppléant intervient dans la conduite de l'enquête, y compris pour l'élaboration du rapport et des conclusions motivées.

Avant publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête adresse au commissaire enquêteur ou à chacun des commissaires enquêteurs, ainsi qu'aux suppléants, une copie du dossier complet soumis à enquête publique en format papier et en copie numérique. »

C.2. ORGANISATION DE L'ENQUETE

Article R123-9 du Code de l'Environnement (Modifié par Décret n°2021-837 du 29 juin 2021 - art. 24) :

« I.- L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête précise par arrêté les informations mentionnées à l'article L. 123-10, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et après concertation avec le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête. Cet arrêté précise notamment :

1° Concernant l'objet de l'enquête, les caractéristiques principales du projet, plan ou programme ainsi que l'identité de la ou des personnes responsables du projet, plan ou programme ou de l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées ;

2° En cas de pluralité de lieux d'enquête, le siège de l'enquête, où toute correspondance postale relative à l'enquête peut être adressée au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête ;

3° L'adresse électronique à laquelle le public peut transmettre ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête, ainsi que, le cas échéant, l'adresse du site internet comportant le registre dématérialisé sécurisé mentionné à l'article L. 123-10 ;

4° Les lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête, représentée par un ou plusieurs de ses membres, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations ;

5° Le cas échéant, la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées ;

6° La durée, le ou les lieux, ainsi que le ou les sites internet où à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ;

7° L'information selon laquelle, le cas échéant, le dossier d'enquête publique est transmis à un autre Etat, membre de l'Union européenne ou partie à la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo le 25 février 1991, sur le territoire duquel le projet est susceptible d'avoir des incidences notables ;

8° L'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable des différents éléments du ou des projets, plans ou programmes soumis à enquête.

II.- Un dossier d'enquête publique est disponible en support papier au minimum au siège de l'enquête publique.

Ce dossier est également disponible depuis le site internet mentionné au II de l'article R. 123-11. »

Le projet du zonage d'assainissement pourra être consulté sur le site internet suivant :

<https://www.rhone-ventoux.fr/>

C.3. HEURES ET JOURS DE L'ENQUETE

Article R123-10 du Code de l'Environnement (Modifié par Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art.4) :

« Les jours et heures, ouvrables ou non, où le public pourra consulter gratuitement l'exemplaire du dossier et présenter ses observations et propositions sont fixés de manière à permettre la participation de la plus grande partie de la population, compte tenu notamment de ses horaires normaux de travail. Ils comprennent au minimum les jours et heures habituels d'ouverture au public de chacun des lieux où est déposé le dossier ; ils peuvent en outre comprendre des heures en soirée ainsi que plusieurs demi-journées prises parmi les samedis, dimanches et jours fériés.

Lorsqu'un registre dématérialisé est mis en place, il est accessible sur internet durant toute la durée de l'enquête. »

C.4. PUBLICITE DE L'ENQUETE

Article R123-11 du Code de l'Environnement (Modifié par Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art.4) :

« I. - Un avis portant les indications mentionnées à l'article R. 123-9 à la connaissance du public est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés. Pour les projets d'importance nationale et les plans et programmes de niveau national, cet avis est, en outre, publié dans deux journaux à diffusion nationale quinze jours au moins avant le début de l'enquête.

II. - L'avis mentionné au I est publié sur le site internet de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête. Si l'autorité compétente ne dispose pas d'un site internet, cet avis est publié, à sa demande, sur le site internet des services de l'Etat dans le département. Dans ce cas, l'autorité compétente transmet l'avis par voie électronique au préfet au moins un mois avant le début de la participation, qui le met en ligne au moins quinze jours avant le début de la participation.

III. - L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête désigne le ou les lieux où cet avis doit être publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé.

Pour les projets, sont au minimum désignées toutes les mairies des communes sur le territoire desquelles se situe le projet ainsi que celles dont le territoire est susceptible d'être affecté par le projet. Pour les plans et programmes de niveau départemental ou régional, sont au minimum désignées les préfectures et sous-préfectures.

Cet avis est publié quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

Lorsque certaines de ces communes sont situées dans un autre département, l'autorité chargée de l'ouverture de l'enquête prend l'accord du préfet de ce département pour cette désignation. Ce dernier fait assurer la publication de l'avis dans ces communes selon les modalités prévues à l'alinéa précédent.

IV. - En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procède à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.

Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques, et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement. »

C.5. OBSERVATIONS, PROPOSITIONS ET CONTRE-PROPOSITIONS DU PUBLIC

Article R123-13 du Code de l'Environnement (Modifié par Décret n°2021-837 du 29 juin 2021 - art.25) :

« I. -Pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête, tenu à sa disposition dans chaque lieu d'enquête ou sur le registre dématérialisé si celui-ci est mis en place.

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur ou par un membre de la commission d'enquête, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et annoncés dans les conditions prévues aux articles R. 123-9 à R. 123-11.

Les observations et propositions du public peuvent également être adressées par voie postale ou par courrier électronique au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête.

II. -Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites mentionnées au deuxième alinéa du I, sont consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le registre dématérialisé ou, s'il n'est pas mis en place, sur le site internet mentionné au II de l'article R. 123-11 dans les meilleurs délais.

Les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête. »

C.6. COMMUNICATIONS DE DOCUMENTS A LA DEMANDE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Article R123-14 du Code de l'Environnement (Modifié par Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art.4) :

« Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public dans les conditions prévues à l'article L. 123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait la demande au responsable du projet, plan ou programme ; cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.

Les documents ainsi obtenus ou le refus motivé du responsable du projet, plan ou programme sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête et sur le site internet dédié.

Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête. »

C.7. AUDITION DE PERSONNES PAR LE COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Article R123-15 du Code de l'Environnement (Modifié par Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 3) :

« Lorsqu'il a l'intention de visiter les lieux concernés par le projet, plan ou programme, à l'exception des lieux d'habitation, le commissaire enquêteur en informe au moins quarante-huit heures à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée.

Lorsque ceux-ci n'ont pu être prévenus, ou en cas d'opposition de leur part, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête en fait mention dans le rapport d'enquête. »

C.8. REUNION D'INFORMATION ET D'ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Article R123-17 du Code de l'Environnement (Modifié par Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art.4) :

« Sans préjudice des cas prévus par des législations particulières, lorsqu'il estime que l'importance ou la nature du projet, plan ou programme ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en informe l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête ainsi que le responsable du projet, plan ou programme en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête définit, en concertation avec l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête et le responsable du projet, plan ou programme, les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion.

En tant que de besoin, la durée de l'enquête peut être prolongée dans les conditions prévues à l'article L. 123-9 pour permettre l'organisation de la réunion publique.

A l'issue de la réunion publique, un compte rendu est établi par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet, plan ou programme, ainsi qu'à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête. Ce compte rendu, ainsi que les observations éventuelles du responsable du projet, plan ou programme sont annexés par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête au rapport d'enquête.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut, aux fins d'établissement de ce compte rendu, procéder à l'enregistrement audio ou vidéo de la réunion d'information et d'échange avec le public. Le début et la fin de tout enregistrement doit être clairement notifié aux personnes présentes. Ces enregistrements sont transmis, exclusivement et sous sa responsabilité, par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête avec son rapport d'enquête à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête.

Les frais d'organisation de la réunion publique sont à la charge du responsable du projet, plan ou programme.

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage du projet ou la personne publique responsable du plan ou programme refuserait de participer à une telle réunion ou de prendre en charge les frais liés à son organisation, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait mention dans son rapport. »

C.9. CLOTURE DE L'ENQUETE

Article R123-18 du Code de l'Environnement (Modifié par Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art.4) :

« A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et clos par lui. En cas de pluralité de lieux d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête et clos par lui.

Après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans un délai de huit jours, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête du registre d'enquête et des documents annexés. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

Lorsque l'enquête publique est prolongée en application de l'article L. 123-9, l'accomplissement des formalités prévues aux deux alinéas précédents est reporté à la clôture de l'enquête ainsi prolongée. »

C.10. RAPPORT ET CONCLUSIONS

Article R123-19 du Code de l'Environnement (Modifié par Décret n°2024-742 du 6 juillet 2024 - art. 9) :

« Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, plan ou programme, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête transmet à l'autorité compétente pour organiser l'enquête l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif. »

Article R123-20 du Code de l'Environnement (Modifié par Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art.4) :

« A la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, l'autorité compétente pour organiser l'enquête, lorsqu'elle constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure, peut en informer le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui dans un délai de quinze jours, par lettre d'observation.

Si l'insuffisance ou le défaut de motivation est avéré, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue, dispose de quinze jours pour demander au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête de compléter ses conclusions. Il en informe simultanément l'autorité compétente. En l'absence d'intervention de la part du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue dans ce délai de quinze jours, la demande est réputée rejetée. La décision du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue n'est pas susceptible de recours.

Dans un délai de quinze jours à compter de la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut également intervenir de sa propre initiative auprès de son auteur pour qu'il les complète, lorsqu'il constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure. Il en informe l'autorité compétente.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête est tenu de remettre ses conclusions complétées à l'autorité compétente pour organiser l'enquête et au président du tribunal administratif dans un délai de quinze jours. »

Article R123-21 du Code de l'Environnement (Modifié par Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art.4) :

« L'autorité compétente pour organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet, plan ou programme.

Copie du rapport et des conclusions est également adressée à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

L'autorité compétente pour organiser l'enquête publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sur le site internet où a été publié l'avis mentionné au I de l'article R. 123-11 et le tient à la disposition du public pendant un an. »

C.11. APPROBATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

L'approbation du zonage comporte les étapes suivantes :

- ✓ L'examen des conclusions du commissaire enquêteur ;
- ✓ Les modifications éventuelles du projet de zonage et approbation par chacune des assemblées délibérantes compétentes (dans le cas d'une modification substantielle, une nouvelle enquête publique s'avère nécessaire) ;
- ✓ Publicité des délibérations correspondantes ;
- ✓ Contrôle de légalité du Préfet.

C.12. MODALITE DE FINANCEMENT DES EXTENSIONS

En zone d'assainissement collectif, la position des habitations par rapport au réseau collectif d'eaux usées peut conduire, dans certains cas de figure, à la mise en place d'un poste de refoulement en domaine privé. **Celui-ci est à la charge des propriétaires.**

Les propriétaires des habitations situées en zone d'assainissement non collectif peuvent demander à la collectivité le raccordement au réseau collectif d'eaux usées. La collectivité est libre d'accéder ou non à cette demande et d'effectuer les travaux.

En termes de priorité, les extensions nécessitées par des impossibilités techniques de réaliser l'assainissement non collectif, seront considérées comme prioritaires.